Le Nº Fr. 2.50 Nº 349 5 octobre 1985 seizième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

éditorial

Formation professionnelle :

LES YEUX FERMÉS !

Le Conseil national a rejeté, les yeux fermés, notre initiative pour une formation professionnelle et un recyclage garantis. Voyons ce que la majorité des élus en ont retenu.

Nous demandons l'ouverture d'écoles professionnelles ou ateliers publics pour tous les jeunes qui ne trouvent pas de place d'apprentissage et tout(e) travailleur/euse qui veut se recycler. Dangereuse intervention de l'Etat, vitupèrent en choeur artisans, paysans, banquiers, industriels et certains écologistes. A vos postes : les libertés et la nation sont en péril ! La *Solothurner Zeitung* voit déjà venir l'apocalypse : *"Chômage et tensions sociales, bref un climat social dans lequel les auteurs de l'initiative, l'ancienne Ligue marxiste révolutionnaire, se sentiraient comme un poisson dans l'eau."* Mais pourquoi donc tout l'establishment politique se met-il ainsi à frémir ?

La raison en est simple. **Ils savent** que des milliers de jeunes sont condamnés à des formations au rabais ou des emplois sans qualification, et que cela va durer. **Ils savent** que le recyclage des travailleurs, des femmes qui ont interrompu leur activité professionnelle pour s'occuper des enfants est, dans la majorité des cas, **impossible** alors que les nouvelles technologies remodèlent tous les métiers. Même Hayek (le gourou de la rationalisation) a récemment déclaré que la formation professionnelle était acculée dans *"une impasse"*. Et la *Basler Zeitung*, commentant le débat du Conseil national, le dit sans ambages : *"Le débat au Conseil national a pu faire croire que tout est parfait dans la formation professionnelle. Or c'est faux et les organismes professionnels l'ont bien compris,* **contrairement au Parlement.**" Si, comme le dit la *Thurgauer Zeitung*, un système de formation en écoles ou ateliers publics *"passe inévitablement à côté des exigences de l'économie"*, il faut en tirer toutes les conclusions. Qu'on ferme les universités, écoles polytechniques et autres technicums. Que font tous ces futurs ingénieurs agronomes, techniciens, physiciens ou juristes à traîner encore en études ? Qu'ils se forment *"sur le terrain"*, en emploi ! Sans quoi ils vont *"inévitablement passer à côté des exigences de l'économie"*. La contradiction saute aux yeux et explique toute la colère contre l'intervention de l'Etat. Pour former des **cadres qualifiés**, l'économie de marché connaît ses limites. Elle revendique même des institutions publiques. Mais qu'on ne vienne surtout pas demander qu'on qualifie les apprentis indépendamment des besoins du marché du travail. Qu'on ne vienne surtout pas offrir la chance aux travailleurs d'un recyclage qualifié. Car il en va tout autrement pour eux : on les formera en emploi **si l'emploi le demande**; et s'il ne le demande pas on en aura justement besoin **comme ouvriers et ouvrières non qualifiés.**

Le Parti socialiste s'est piteusement associé à ce jeu de la droite. Pour notre part, une seule conclusion s'impose. Le besoin d'une formation qualifiée et de possibilités de recyclage existe. Dans les cantons de Bâle, Zurich, Uri et du Tessin, des initiatives analogues ont recueilli 40 o/o des voix. Seul le Conseil national en est encore à des majorités de rejet de 96 o/o !

La Brèche

POLLUTION :

Après les forêts, les sols!

CATASTROPHE DE MEXICO :

DES SAUVETEURS TÉMOIGNENT

En mouvement

Forum 85
Vaincre la xénophobie par la solidarité
ZURICH, 19 octobre

Limmathaus, Limmatstrasse 118
(depuis la Gare CFF, tram 4 ou 13 jusqu'à la station Limmatplatz)
Une manifestation politique et culturelle avec du théâtre, des exposés, des ateliers, un débat, un concert et une soirée dansante.

Programme
samedi 19 octobre, dès 10h : Scène théâtrale sur le thème du Forum.
10h45 : *"La Suisse – un pays de tradition xénophobe ?"*, exposé de Werner Haug, sociologue, Berne.
11h15 : *"Immigré en Europe"*, exposé de Jacqueline Costa-Lascoux, sociologue, Paris (CNRS).
11h45 : *discours d'Alexander J. Seiler,* réalisateur.
midi : repas.
14h-16 : *Ateliers (La xénophobie à l'école; les immigrées et la santé; Suisses et étrangers dans les quartiers; Suisses et étrangers dans l'entreprise; la réalité des centres d'accueil).*
16h30 : *Débat : la xénophobie – les médias forment-ils secrètement l'opinion ?* animé par Rolf Probala, rédacteur à la radio suisse-alémanique, avec des représentant(e)s des médias.
18h30 : *repas.*
20h30 : concert du groupe *Fuat Saka* (Anatolie). *Fête. Soirée dansante.*

Prix de la journée : Fr. 25.– (ét., appr., réfugiés Fr. 15.). Prix de la fête (19h45) : Fr. 10.– (Fr. 7.– ét., appr. réf.). Les repas sont en plus (Fr. 13.– à l'hôtel Limmathaus). Informations : Forum '85, Communauté Etre solidaires, case postale, 4002 Bâle, tél. (061) 22 20 10. CCP Bâle 40 - 2126 - 1.

Ce Forum est organisé par Etre solidaires, des associations de travailleurs immigrés et des syndicats.

Symposium de solidarité
Les luttes à l'Est
2/3 novembre
"Chleehus", BERNE

Programme
samedi 2 novembre, après-midi :
ouverture, thèmes I et II.
Crise dans les pays de l'Est – crise du socialisme ? Orateurs : Zbigniew Kowalewski, ancien responsable de Solidarność à Lodz, Paris; Zagorka Golubovic, groupe "Praxis", Belgrade.
Expériences des luttes à l'Est : opposition démocratique, syndicats indépendants, mouvements pour l'autogestion. Orateur : Zdenek Mlynar, ex-membre du bureau politique du PC tchèque et membre fondateur de la Charte 77, Vienne.
samedi soir :
MEETING public, suivi d'une *FÊTE.*
dimanche matin 3 novembre :
thème III. *Mouvement pour la paix : même but à l'Est et à l'Ouest ?* Orateurs : Roland Jahn, Mouvement indépendant pour la paix, Jena/RDA; Dieter Esche, Initiative Est-Ouest, Berlin.
dimanche après-midi :
thème IV. *Solidarité avec les luttes en Europe de l'Est : expériences et perspectives. Solidarité internationale : avec qui ? dans quel but ?* Avec des représentant(e)s du groupe de travail Est-Ouest du Conseil suisse pour la paix, des Comités de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est, et de la revue "Gegenstimmen" (Vienne).
Renseignements : Symposium Europe de l'Est, case postale 1089, 3001 Berne, tél. : (037) 71 59 58.
Inscriptions : Fr. 30.– (ét. appr. 20.–) donnant droit à une entrée et de la documentation (contribution des orateurs). CCP 30 - 22137 - 3.

NON AUX EXPULSIONS

Pour s'opposer à leur expulsion, un groupe de réfugiés chiliens a entamé une grève de la faim à l'église St. Markus à Zurich. 71 Chiliens en effet ont reçu l'ordre de quitter la Suisse à la fin des mois de septembre et octobre. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que cette action, et la solidarité qui l'a entourée, porte ses fruits. Le Département fédéral de justice et police et la police cantonale des étrangers ont décidé de surseoir à l'extradition de ces réfugiés chiliens. Il est possible qu'ils obtiennent un permis B pour des raisons humanitaires.

Il est temps que la riposte s'organise contre ces expulsions honteuses. Dans ce sens, l'appel lancé il y a quelques semaines par les organisations et les Eglises défendant le droit d'asile et demandant l'hébergement, clandestin au besoin, des requérants menacés d'expulsion a toute son importance (cf. *La Brèche,* No 348, 21 septembre 1985). Dernièrement, plusieurs associations et partis, regroupés sous le nom de SOS-Asile (case postale 2416, 1002 Lausanne), ont publié dans la presse romande un manifeste, signé d'un millier de noms, contre les refoulements inhumains. Signez et faites signer ce manifeste.

correspondant

(Voir notre article en page 12.)

PÉTITION "POUR QUE LA FAIM NE SOIT PAS LE PRIX DE L'ENDETTEMENT"

"L'Action Place Financière Suisse – Tiers Monde donne le coup d'envoi à une pétition nationale concernant la politique suisse à l'égard des pays endettés du tiers monde. La pétition "Pour que la faim ne soit pas le prix de l'endettement" s'adresse au Conseil fédéral et à la Banque Nationale pour qu'ils changent leur attitude actuelle face à l'endettement : ils doivent, en particulier, s'engager davantage dans les instances internationales pour que le Fonds monétaire international ne piétine pas les besoins fondamentaux des populations du tiers monde; ils doivent, en Suisse et sur le plan international, élaborer des mesures pour que l'endettement du tiers monde soit allégé et pour que les prétentions de créances et d'intérêts devenues déraisonnables soient abandonnées; enfin, ils doivent prendre des mesures en Suisse pour refuser les capitaux en fuite qui contribuent à l'endettement et pour examiner l'octroi de crédits au tiers monde en fonction de leurs efforts au développement.

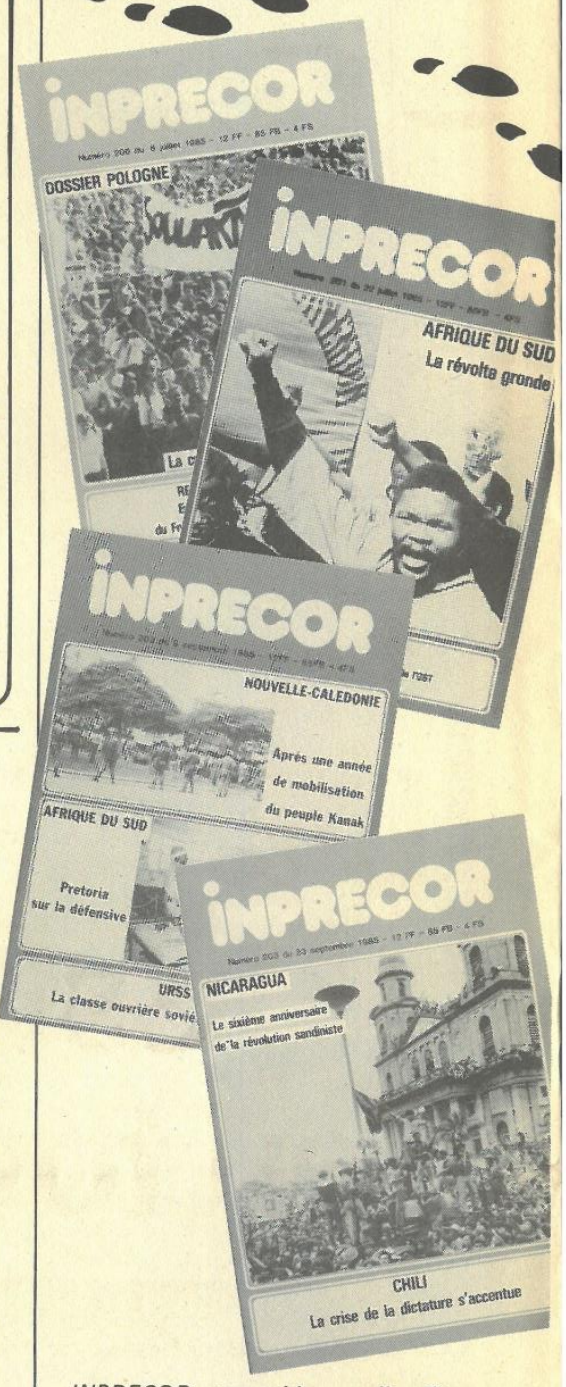
"La pétition est soutenue par environ 60 premiers signataires provenant des organisations de développement, du monde culturel et politique, parmi lesquels on trouve plus de 20 parlementaires fédéraux.

"Nous allons récolter des signatures pendant trois mois à la suite de quoi la pétition sera remise, en décembre 1985, au Conseil fédéral et à la Banque Nationale. Durant cette période, l'Action Place Financière Suisse – Tiers Monde veut sensibiliser l'opinion publique en Suisse sur la politique de l'endettement irresponsable menée actuellement puisqu'elle se fait unilatéralement sur le dos des couches les plus pauvres de la population du Tiers Monde. Elle met aussi en lumière la responsabilité particulière de la Suisse qui est la troisième place financière du monde par ordre d'importance. Les crédits bancaires au tiers monde, par tête d'habitant en Suisse, **sont trois fois supérieurs à ceux des Etats-Unis et cinq fois supérieurs à ceux d'Allemagne fédérale.** La Suisse doit fournir un effort particulier pour trouver une solution équitable à la crise de l'endettement.

"La pétition se déroule en Suisse parallèlement à des activités analogues d'organisations de développement dans d'autres pays européens et aux Etats-Unis. Des organisations de développement de 16 pays ont convenu, lors d'une conférence internationale en juin dernier, de s'engager davantage dans des actions coordonnées pour s'opposer à la politique actuelle face à la dette et pour montrer que la problématique internationale de la dette ne se pose pas en terme économique ou technique, mais en terme politique."

communiqué de presse

À propSO



INPRECOR, **revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IVe Internationale. En vente dans nos locaux et nos librairies et par abonnement.**

Sommaire du No 203 du 23 septembre 1985 : "URSS, Le dilemme de Gorbatchov", par Ernest Mandel – "Chili, La crise de la dictature s'accentue", par Jaïr Gil – "El Salvador, Le réveil des luttes ouvrières", entretien avec quatre dirigeants syndicaux, propos recueillis par Pascal René – "Nicaragua, Le sixième anniversaire de la révolution sandiniste", par Jean-Claude Bernard; Entretien avec Tomas Borge, propos recueillis pour *Pensamiento Propio* – Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale, Portugal, Sénégal – "Succès du camp international de la jeunesse", par Serge Emery.

* * *

SUGGESTION

La LCR (Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVe Internationale) vient de publier un livre consacré à notre camarade et dirigeant Pierre Frank, à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

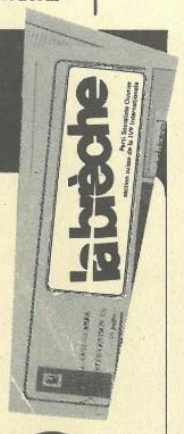
Ce livre est composé de deux parties : la première rassemble une série de témoignages de camarades de combat qui ont bien connu P. Frank, la seconde partie est composée d'une sélection de textes politiques de notre camarade couvrant la situation en France des années 34 à 39 ainsi que des deux préfaces rédigées en introduction à *Où va la France ?* en 1958 et 1968.

Cet ouvrage peut être commandé à : Presse - Edition - Communication (PEC), 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL
Formation professionnelle : les yeux fermés ! 1
POLITIQUE
Femmes : l'"égalité" reste au foyer 3
Egalité salariale : comme en 1970 3
Elections vaudoises : tiens, voilà du nouveau ! 8
Procès à Winterthour : justice expéditive 8
SOCIAL
Pollution : après les forêts, les sols 4
Capitalisme et crise 4
Vidéotex : rationalisons gaiement ! 5
Travail de nuit : guerre d'usure 5
Notes 5
DOSSIER
L'armée en Suisse (3) : l'adieu au général 6 - 7
INTERNATIONAL
Affaire Greenpeace : touche pas à mon armée ! 9
Catastrophe de Mexico : un séisme à prolongements 9
NICARAGUA : le paysan et la révolution. Reportage d'une brigade 10
À LIRE
Antifascisme, barbouzes et démocratie américaine 11
L'ÉVÉNEMENT
Grand Londres : quand une ville combat le racisme. Entretien avec R. Bala, responsable tamoule 12

abonnez-vous



Abonnements à *La Brèche* :

une année, enveloppe ouverte	55.–
une année, enveloppe fermée	65.–
une année, étranger (Europe)	80.–
abonnement de soutien	100.–
abonnement d'essai (7 num.)	13.– (au lieu de 17 fr. 50)

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne, 021/ 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

ASSEMBLÉE PUBLIQUE
jeudi 10 octobre
Salle des Vignerons, 20h
LAUSANNE

SOUTENIR

SOLIDARNOŚĆ

Défendre les prisonniers politiques

avec **Clive LOERTSCHER,** libéré sous caution après un emprisonnement de trois mois en Pologne, sur le thème *"Les conditions de détention en Pologne"*
et **Alexandre SENIUTA,** du bureau de Solidarność à Bruxelles : *"Les élections à la Diète : ouverture ou normalisation ?"*

Organisation : Collectif de défense pour la libération de Clive Loertscher, p.a. SSP-VPOD, 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne.

Soutenue par : Association pour la défense des droits démocratiques du peuple polonais; Confédération romande du travail; Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est; Groupe trotskyste de Suisse; Ligue suisse des droits de l'homme, section vaudoise; Parti socialiste ouvrier (PSO); Parti socialiste vaudois; Syndicat suisse des services publics, section Vaud-Etat, Union syndicale vaudoise.

Femmes :

L'«égalité» reste au foyer

Les cinquante-cinq petits pour-cent arrachés pour ce droit élémentaire qu'est le nouveau droit matrimonial – reconnaître la femme comme juridiquement égale de l'homme dans la responsabilité de la vie familiale – donne à réfléchir. Ils montrent que, quatre ans après l'adoption de l'égalité des droits dans la Constitution, d'importantes résistances **sociales** *restent à surmonter. L'acceptation du nouveau droit matrimonial représente, dans ces conditions, un incontestable succès pour les droits des femmes. Mais de là à le saluer, à l'instar de Mme Kopp, comme "la plus grande application de l'égalité depuis 1981", il y a un pas que seuls celles et ceux qui se contentent de peu franchissent aussi allègrement. Car enfin, le droit des épouses n'est pas encore la réalisation des droits des femmes ! Il reste un règlement* **au sein du couple, entre personnes privées d'une catégorie particulière** *(même si elle est largement répandue) : les couples mariés. Pour le droit bourgeois, l'égalité des droits (de vote, juridique, etc.) se borne toujours aux individus privés, reconnus "égaux devant la loi"* **pour autant qu'il ne s'agisse pas de droits sociaux.**

Demain, dans la même foulée, Mme Kopp et toute la droite – ces spécialistes de la fraude fiscale légale – entonneront le couplet de l'égalité fiscale, de la déduction sé-parée des époux. Or on sait déjà que cette "égalité" favorisera les très hauts revenus sans apporter la moindre décharge fiscale à la majorité des salarié(e)s. Le nouveau droit matrimonial ouvre la voie, comme dirait Mme Kopp, à des "applications" très intéressées... Les discriminations que subissent les femmes sont, fondamentalement, des discriminations **sociales**. *Au moment même où Mme Kopp triomphe, les chiffres confirment (voir ci-contre) que les inégalités salariales, en principe aussi interdites par la Constitution, subsistent sans changement notoire. La travailleuse qui est moins payée qu'un homme pour le même travail dans la même entreprise peut éventuellement avoir gain de cause... pour autant qu'elle porte plainte. Mais la peur du licenciement constitue en général une barrière* **sociale et économique** *suffisante pour empêcher cette "application du droit". Plus fondamentalement, les discriminations salariales des femmes sont liées* **à leur exploitation spécifique** *dans cette société. Tant que les femmes – toutes "égales" qu'elles soient dans la responsabilité de la famille – restent prioritairement confinées au foyer, elles seront toujours* **inégales** *sur le marché du travail. La femme qualifiée sera plus difficilement engagée pour ne pas payer les charges sociales en cas de grossesse. La femme non qualifiée en revanche constitue une main-d'œuvre bon marché, exploitable à temps partiel ou pour quelques années, en attendant qu'elle retourne (qu'on la renvoie) à ses casseroles.*

On comprend mieux ici l'hypocrisie du triomphe de Mme Kopp. Tant que "l'égalité" restera confinée au foyer, elle **justifiera** *le maintien ou même l'aggravation des inégalités sociales. A preuve : en matière d'AVS, de travail de nuit, de salaires les patrons et les partis de droite veulent imposer tous les* **reculs** *possibles au nom de l'égalité ! Le statut juridique de la femme* **mariée** *est amélioré parce que ce statut constitue, en même temps,* **la base de toutes les discriminations des femmes au travail.**

Il n'y aura pas d'égalité des droits sans combattre ces inégalités sociales. Le marché du travail les reproduit sans cesse. Le droit bourgeois les entérine. Le régime capitaliste **a besoin** *d'un volant* **permanent** *de travailleuses discriminées, meilleur marché. Il n'y aura pas d'égalité tant que la charge des enfants et du ménage ne sera pas considérée comme une tâche* **sociale** *et non comme le destin "individuel" des femmes.*

M. Rivière

Interfoto

Egalité salariale :

COMME EN 1970

On jubile du côté des médias. Le nouveau droit matrimonial accepté, il semblerait que toutes les injustices soient levées. Et la "droite respectueuse" de saluer cet événement comme il convient. S'il est vrai que ce vote positif est un pas dans la bonne direction, les discriminations dont sont victimes les femmes n'en ont pas pour autant disparu. Il est un domaine (parmi d'autres) où elles restent crasses : les inégalités salariales. Dans un rapport[1] de l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), on le remarque crûment. Devinez qui sont les plus mal payées et aux places les moins qualifiées ?

Rappelons la longue marche constitutionnelle vers plus d'égalité. 1971, le suffrage féminin est enfin accepté; 1981, l'égalité des droits reconnu; 1985, nouveau droit matrimonial. *"On respire : justice est faite"* commente *La Suisse* du 23 septembre. Or, en fait de justice, il y aurait quelque chose à dire.

On est loin du compte...

Quatre ans après l'égalité salariale, on peut lire les résultats suivants. Les salaires féminins, comparés aux masculins, stagnent à 66,9 o/o chez les ouvrières, à 67,4 o/o chez les employées (en 1984). Si on affine quelque peu, on constate, dans l'industrie, une graduation qui commence à 60,3 o/o (industrie du tabac) pour aboutir à 74,5 o/o (chimie). Dans le tertiaire, la fourchette varie entre 63 o/o (commerce de détail) et 78,8 o/o (administrations publiques). C'est pas la joie ! Aujourd'hui encore, les femmes gagnent, en moyenne, un tiers de moins que leurs collègues masculins (33 o/o de différence). A propos de justice, on pourrait s'attendre à mieux...

En comparaison internationale, le tableau s'assombrit encore. Ainsi sur quinze pays à économie de marché, la Suisse se trouve, dans le secteur de l'industrie, au douzième rang concernant l'égalité salariale[2].

Le rapport de l'OFIAMT remarque benoîtement au sujet de ces inégalités : *"La différence statistique de 33 o/o..., encore enregistrée en octobre 1984, ne permet cependant pas de conclure à un degré correspondant de "discrimination des femmes en matière de rémunération". Il convient, finalement, de tenir compte des critères spécifiques à chaque sexe, qui impliquent une répartition différente des travailleurs par catégories."* (*La vie économique,* juin 1985, p. 353.) Justement. La discrimination se manifeste également par cela. Ce n'est tout de même pas un hasard si **75 o/o de l'ensemble des ouvrières** sont semi-qualifiées ou non qualifiées et restent donc confinées aux pires emplois.

... et depuis longtemps

Question de combler le retard des salaires féminins, le patronat a fermement opté pour le rythme de l'escargot. Depuis **1939**, l'écart entre les salaires masculin et féminin s'est rétréci d'à peine 12 points pour les ouvrières et de 10 points chez les employées. En effet, les ouvrières gagnaient juste avant la guerre 55 o/o de ce que touchaient leurs collègues hommes (employées : 57 o/o). De plus, depuis 1970 le salaire féminin s'est stabilisé à 67 o/o de celui des hommes. En **quinze ans** aucun progrès n'a été enregistré sur le front de l'inégalité salariale (cf. tableau) !

C'est d'autant plus grave lorsque l'on sait que le pouvoir d'achat des salarié(e)s a reculé en 1984. La progression à froid de la fiscalité et la non-compensation du renchérissement ont conduit à une baisse de 0,4 o/o des salaires réels[3]. Notons par ailleurs que les profits des entreprises cotés en bourse se sont, eux, accrus de **30 o/o** durant la même année. Comme quoi les inégalités salariales et le recul du pouvoir d'achat sont profitables à quelques-uns...

Après quatre ans

Depuis le 14 juin 1984, le principe *"à travail égal, salaire égal"* est théoriquement sanctionné par un article constitutionnel. Mais ce n'est que tout dernièrement qu'un tribunal de prud'hommes a reçu, pour la première fois, une plainte en discrimination salariale d'une travailleuse. L'entreprise, une fabrique de meubles de bureau (Sitag SA, St. Margrethen), a été condamnée à verser les 2600 francs réclamés par cette travailleuse. Celle-ci n'a osé faire appel au tribunal qu'après avoir quitté sa place, la crainte de perdre son emploi en cas de conflit avec le patron étant très réelle. Actuellement, six plaintes d'infirmières sont pendantes. Gageons que le "respect" de la Constitution par le patronat et les tribunaux sera grandement "encouragé" si une véritable mobilisation en faveur de l'égalité salariale se développe. Notamment, à l'occasion des négociations des conventions collectives de travail.

P. Girardet

1. "Enquête d'octobre 1984 sur les salaires et traitements." De l'OFIAMT, in *La vie économique,* 6e fascicule, juin 1985.

2. Dans l'ordre décroissant du classement, ces pays sont : Suède (90,3 o/o), Danemark (88,6 o/o), Italie (86,7 o/o), Norvège (83,2 o/o), France (77,7 o/o), Finlande (76,8 o/o), Pays-Bas (74,7 o/o), Allemagne (72,7 o/o), Belgique (72,6 o/o), Portugal (72 o/o), Irlande (68,5 o/o), **Suisse** (67,7 o/o), Grèce (67,4 o/o), Grande-Bretagne (60,3 o/o), Etats-Unis (57,6 o/o) (*Le Matin,* 14 août 1985).

3. On avait déjà enregistré une baisse de 1 o/o en 1981.

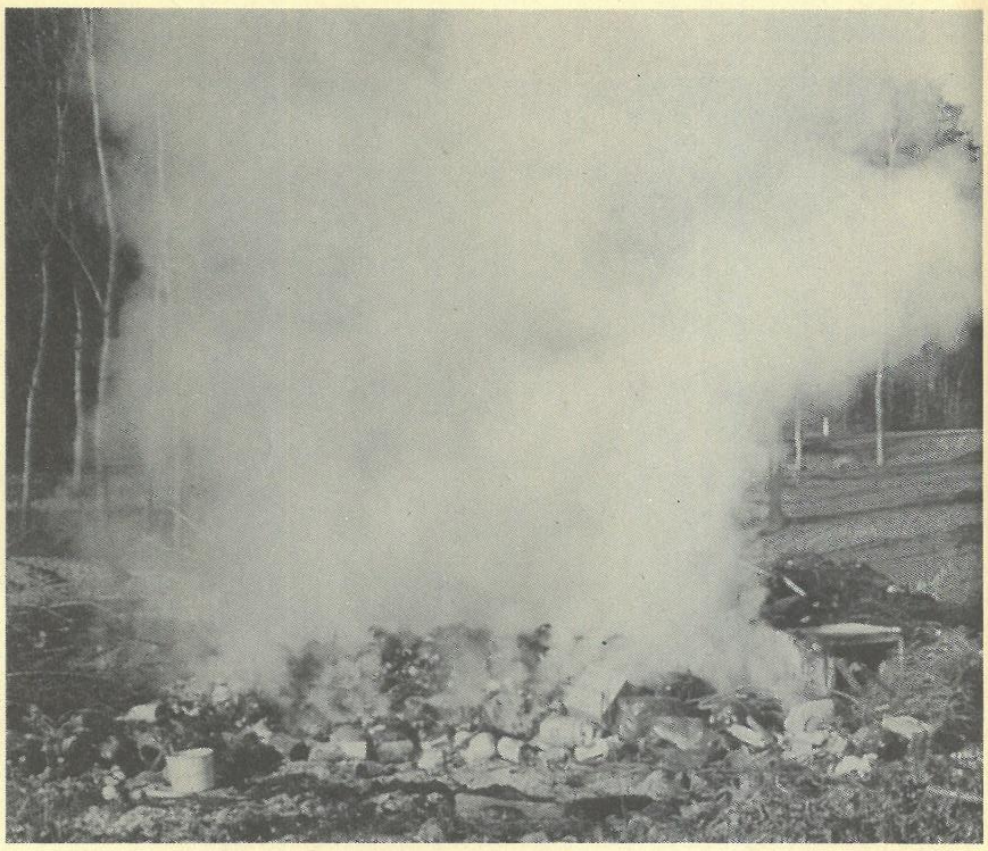
GAINS PAR CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS ET SELON LE SEXE, EN POUR-CENT DES SALAIRES MASCULINS

catégorie de travailleurs	*1939*	*45*	*50*	*55*	*60*	*65*	*70*	*75*	*80*	*81*	*82*	*83*	*84*
ouvriers	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
ouvrières	55	63	65	64	63	63	67	68	68	68	67	67	67
employés	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
employées	57	59	61	61	61	61	64	64	67	67	67	67	67

(Source : enquête de l'OFIAMT in *La vie économique,* juin 1985.)

Pollution :

APRÈS LES FORÊTS, LES SOLS!



"Là où la croûte terrestre est exposée aux intempéries, elle se désagrège au cours des âges en une couche meuble, le sol, qui devient le support de la vie des plantes, des animaux et de l'homme. Cette enveloppe séparant la roche nue de l'atmosphère grouille d'êtres vivants régénérateurs des bases de la vie." [1]
Aujourd'hui, cette enveloppe est gravement menacée par la pollution. C'est pourquoi la Ligue suisse pour la protection de la nature (LSPN) consacre tout un numéro de son bulletin [1] à ce problème. Cette brochure rassemble les informations principales sur la mort des sols et les mesures possibles pour l'éviter.

Le sol est constitué en proportions variables de sable, d'argile et d'une biomasse appelée humus. L'épaisseur des couches varie entre quelques centimètres sous le gazon alpin et un demi-mètre sous une forêt de feuillus. Entre le sol et la roche non désagrégée se trouve une couche intermédiaire partiellement désagrégée où les racines des arbres peuvent encore s'implanter. Les 30 cm supérieurs des sols moyens abritent plus de 60 billions par mètre carré d'organismes vivants parmi lesquels on compte surtout des bactéries, des champignons et quelque quarante sortes de vers de terre (environ 100 grammes par mètre carré). Il y a également des millions d'algues, de protozoaires et de nématodes ainsi que des centaines de milliers d'acariens et autres larves [2].

Cette faune et cette flore souterraines changent continuellement la biomasse produite au-dessus d'elles en humus. En outre, elles maintiennent le sol poreux et aéré, ce qui conditionne sa capacité de rétention de l'eau (indispensable pour empêcher l'érosion et les inondations) et sa fonction de filtrage (très utile pour garder propres les nappes phréatiques). Les vers de terre ont ici un rôle prépondérant. Ajoutons encore que les bactéries et les algues bleues fixent chaque année 200 kilos d'azote par hectare. Ces trois processus – transformation de la biomasse, maintien du sol poreux et aéré, fixation de l'azote – sont vitaux pour la fertilité des sols.

Menaces au sous-sol

Cette vie grouillante sous terre a nécessité des milliers d'années pour son apparition. Depuis maintenant trois décennies, elle est de plus en plus perturbée et détruite par la pollution grandissante :

* Les pluies acides peuvent libérer du sol des métaux lourds toxiques (cadmium, cuivre, plomb que le sol fixait) ou bien éliminer des oligo-éléments nécessaires.
* L'épandage sur les sols – avec des boues d'épuration ou du compost d'ordures – de quantités importantes de métaux lourds (cadmium, par exemple), l'utilisation de pesticides endommagent autant les organismes vivants du sol que les plantes, les animaux et les humains.
* Les méthodes hautement mécanisées de travail du sol posent également problème. Les lourds engins agricoles tassent la terre et perturbent sa fonction de rétension et de filtrage de l'eau.

Ce qui est en cours – même concernant les pesticides dégradables prétendus inoffensifs – est à peine étudié. Des programmes de recherche approfondie s'imposent. Ceci implique évidemment des dépenses bien supérieures aux dix millions de francs que la Confédération a débloqués pour le projet intitulé *Utilisation du sol en Suisse*.

Trop tard ?

Il faut agir. Avant que, comme pour les forêts, il ne soit (presque) trop tard. La brochure de la LSPN propose justement quelques mesures qui vont dans la bonne direction. Elles restent néanmoins trop floues. Partant d'une optique "purement verte", la LSPN voit la source de ce gâchis dans *"notre progrès aveugle"* et *"notre gaspillage"*. Or tout le monde n'est pas également coupable. La bataille de la concurrence qu'implique l'économie de marché et le coût exorbitant de la propriété privée du sol sont, bien plus, à l'origine de sa surexploitation.

Il faut d'autre part dresser une hiérarchie claire des dangers qui menacent notre environnement. On remarquerait alors que la lutte contre la pollution de l'air est absolument prioritaire. C'est par là en effet, qu'à court terme, pointe la catastrophe forestière. Des recherches hollandaises démontrent que les pluies acides endommagent déjà sérieusement les récoltes : 5 o/o de pertes, soit 2,8 millions de florins (2 millions de francs). Et lorsqu'un vieil habitué de la pêche écrit à la LSPN son inquiétude de ne plus trouver de vers de terre dans les champs (cité au début de la brochure), il ne s'agit pas d'une anecdote mais d'un signal d'alarme. Les vers de terre ne supportent pas les pluies acides. Charles Darwin déjà signalait en 1882 l'importance des vers de terre dans la formation de la terre végétale.

Jost Steiger

1. *Le sol, un monde vivant.* Ligue suisse pour la protection de la nature, numéro spécial 4/85, p. 4. Cette brochure de 31 pages, richement illustrée, est entièrement consacrée à la mort des sols. A lire absolument.
2. Les protozoaires sont des unicellulaires et sont les plus petits représentants du règne animal sous terre ; ils se nourrissent de bactéries. Les nématodes sont filiformes et se voient à peine à l'oeil nu ; ils se nourrissent de protozoaires. Les acariens appartiennent, comme les araignées, à la classe des arachnides. D'une grandeur variant entre 0,1 et 1 mm, certains sont prédateurs, d'autres végétariens.

Emissions annuelles de gaz toxique et de métaux lourds

matière	*tonnes*	*origine (en pour-cent)*
anhydride sulfureux (SO_2)	90 000	Industrie : 57 o/o ; chauffage privé : 35 o/o ; trafic : 8 o/o.
oxydes d'azote (NOx)	182 000	trafic : 83 o/o ; industrie : 9 o/o ; chauffage : 8 o/o.
hydrocarbures (HC)	193 000	trafic : 51 o/o ; industrie : 46 o/o ; chauffage : 3 o/o.
plomb	3 640	essentiellement les voitures (essence avec plomb).
zinc	3 400	essentiellement incinération des ordures.
cuivre	500	
cadmium	19	
mercure	?	
vanadium	60	essentiellement chauffage.
nickel	40	

(Source : *Le sol, un monde vivant* et Office fédéral pour la protection de l'environnement.)

Comparée aux énormes quantités de gaz toxiques, la pollution par les métaux lourds ne serait pas encore alarmante si elle se répartissait de façon égale sur les 41 000 km^2 du territoire helvétique. Mais ces métaux lourds retombent à proximité de leur lieu d'émission. Ainsi les normes limites sont souvent dépassées près des usines d'incinération et des routes (plomb).

Le froment : neuf fois plus de poison

On utilise actuellement 650 pesticides en Suisse : herbicides contre la mauvaise herbe ; insecticides contre la vermine ; fongicides contre les maladies dues aux champignons. En 1979, 2,1 millions de kilos furent répandus. Voici la liste des traitements chimiques appliqués à un champ de froment :

* traitement de la semence avec un fongicide contre l'oïdium et le typhula ;
* juste après le semis, désherbant contre la mauvaise herbe ;
* traitement contre la verse et le piétin ;
* traitement contre le tallage et pour augmenter le nombre des grains par épi ;
* désherbant à large spectre d'action contre la concurrence des racines ;
* traitement contre la septoriose ;
* traitement avec un raccourcisseur de paille ;
* traitement contre les charançons ;
* traitement contre les rouilles jaune et brune.

Bon appétit !

Lutte contre la mort des forêts

Les dernières recherches en matière de lutte contre la mort des forêts priorisent l'abaissement des émissions d'hydrocarbures (HC) et des oxydes d'azote (NOx). La seule baisse d'anhydrides sulfureux (SO_2) pourrait s'avérer contreproduisante, car le passage du SO_2 à l'acide sulfurique absorbe une partie de NOx et des photo-oxydants particulièrement dangereux. Le chercheur autrichien Wolf-Dieter Grossmann, lors d'une conférence à l'Ecole polytechnique de Zurich, a expliqué ces phénomènes. Il insista fortement sur l'urgence des mesures à prendre pour sauver ne serait-ce qu'une partie des forêts.

Les conclusions sont donc claires : les normes américaines concernant les gaz d'échappement des voitures neuves doivent être introduites immédiatement et non en 1987 et 1988 comme le prévoit le Conseil fédéral. Un programme d'urgence doit obliger l'industrie à réduire substantiellement ses émissions de HC. Quant au parc automobile existant, des prescriptions supplémentaires pour la réduction des émissions de HC et de NOx sont indispensables. Le Conseil fédéral affirme qu'il faut agir *"aussi rapidement que possible"*. Nous disons : aussi rapidement que nécessaire, c'est-à-dire tout de suite.

CAPITALISME ET CRISE

Plus il y a de vivres...

La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) tire la sonnette d'alarme. Dans son dernier rapport, elle signale l'aggravation de la situation alimentaire des pays africains les plus pauvres. *"Sur ce continent, la production par habitant diminue d'environ 1 o/o par an depuis 1970."* La principale difficulté en Afrique n'est pas le manque de terre, **mais la pénurie chronique d'investissements.** *"Ce continent possède 800 millions d'hectares de terres potentiellement arables ; or, seuls 170 millions d'entre eux sont cultivés. C'est ainsi que le Tchad – l'un des cinq pays les plus affectés par la sécheresse (1,5 million de sinistrés) – pourrait (...) nourrir à lui seul la population du Sahel tout entier, si du moins l'agriculture y était développée intensivement et le stockage des récoltes généralisé."* (*Le Monde*, 15 août 1985.)

Pour mesurer vraiment l'ampleur du désastre, précisons encore que *"la production agricole et alimentaire mondiale a augmenté de plus de 4 o/o l'an dernier. (...) La production céréalière en particulier a progressé de 8,5 o/o en 1984, (...) ; quant au niveau des stocks de report céréaliers (qui permettent d'assurer la soudure entre deux récoltes), la FAO le juge suffisant pour assurer la sécurité alimentaire de la planète."*

Question à quatre sous : pourquoi la famine ?

Burke

Travail de nuit des femmes :

GUERRE D'USURE

Accompagné par l'OFIAMT et le gratin des autorités neuchâteloises, Furgler vient d'effectuer une visite aux usines d'ETA à Marin et à Granges qu'Arnold et ses sbires auraient souhaitée **privée.** Officiellement, on ne devait discuter qu'investissements, technologie, promotion de l'économie... En catimini. Sans publicité. Mais le Comité travail et santé était devant l'usine de Marin (avec la presse qu'il avait invitée) pour exprimer ses revendications et interpeller le président de la Confédération au sujet des licenciements dans l'usine. Il démontrait ainsi publiquement que, derrière cette visite, se cachait en fait la volonté des dirigeants du groupe ETA de faire tourner leurs usines 24 heures sur 24, sept jours sur sept et d'utiliser pour cela des femmes (moins payées, plus productives). Enjeu donc de la visite de Furgler : éblouir les autorités avec les nouvelles technologies et les convaincre que pour être concurrentiel il ne manque plus qu'un atout, le travail de nuit des femmes.

L'intervention du Comité devant l'entreprise a poussé Hug, le directeur de l'OFIAMT, à venir s'entretenir avec les opposants au travail de nuit. Il a rappelé que pour l'instant il n'y a pas de nouvelle demande formelle de la part d'ETA mais n'a pas caché qu'il s'attend à un nouveau dossier. Si l'OFIAMT n'a pas changé sa position d'août 1984 (refus d'une dérogation), elle semble souhaiter un assouplissement de l'article 89 de la Convention de l'OIT pour lever les obstacles juridiques. Selon Hug, cet assouplissement ne devrait pas impliquer une extension du travail de nuit, mais aller dans le sens de l'égalité entre hommes et femmes. A une question du Comité, il a répondu qu'il serait de toute évidence difficile de limiter l'autorisation du travail de nuit des femmes à une seule entreprise (ETA). *"Il faut être juste. Mais il est vrai qu'avec de telles autorisations, on sait où elles commencent, on ne sait pas où elles finissent."*

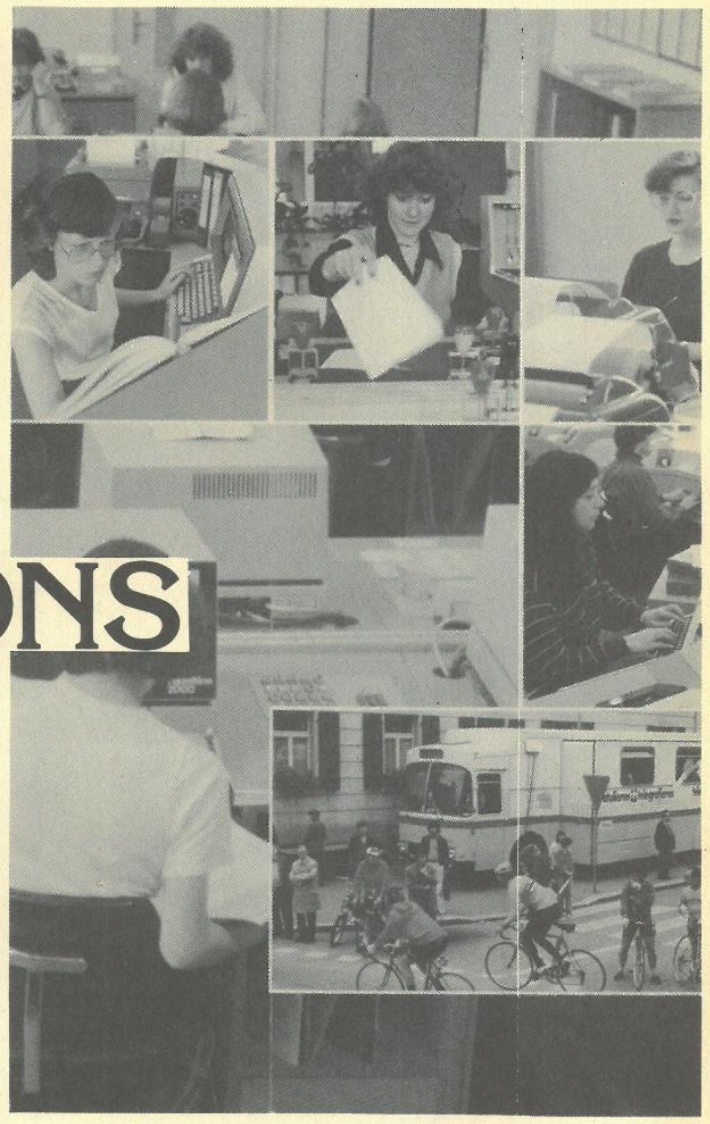
Furgler a lui aussi répondu au Comité. La question des licenciements a été habilement contournée : *"L'ensemble des problèmes liés au travail de nuit nous préoccupe et nous répondrons à votre lettre."* Pour le reste il s'en est prudemment tenu aux généralités : *"L'homme est au centre de notre philosophie, les nouvelles technologies ne doivent pas se développer aux dépens de l'humain... mais je suis optimiste, ensemble nous trouverons les solutions qui conviennent."* Il a terminé en déclarant qu'il ne pouvait pas faire de promesses, mais que sa philosophie restait la même.

Une partie de la presse a compris ces interventions comme un feu vert au travail de nuit des femmes. C'est aller un peu vite en besogne. La décision d'août 1984 du Conseil fédéral reste pour l'heure un obstacle. Mais rien n'est gagné. Arnold prépare minutieusement son dossier et il sait lui aussi qu'il faut attendre le bon moment pour déposer une nouvelle demande. C'est encore et toujours une question de rapport de forces. La bataille continue.

M. E. / H. V.

Nouvelles technologies, le vidéotex :

RATIONALISONS GAIEMENT!



Vidéotex, ma quesako ? Les journaux en ont parlé en lien avec l'augmentation à 1 franc de la taxe PTT pour les renseignements. Charmante première pour ce nouveau média que ses promoteurs présentent sous les couleurs d'un grand pas en avant de l'humanité. Finies les queues d'attente aux guichets de banques, les formulaires de déclaration de vols pour les assurances, les cartes de commande de votre catalogue Jelmoli. Dorénavant, toutes ces tâches (et bien d'autres encore) seront assumées par votre vidéotex.

Vous vous méfiez ? On vous a déjà fait le coup avec l'ordinateur de ménage qui calcule toutes vos factures. Bref, vous réagissez comme le 99,9 o/o des clients PTT qui n'ont jamais commandé cette petite merveille. Car en Suisse, seules 1700 personnes sont actuellement abonnées au vidéotex [1]. C'est peu pour un investissement de 100 millions de francs, dont 20 millions de la caisse des PTT. Chaque client leur a coûté plus de 10 000 francs mais ne rapporte que dans les 850 francs par année [2]. Le manque à gagner sera comblé par les non-utilisateurs pour qui, chaque renseignement au 111, coûtera un franc. Cette augmentation du tarif est également destinée à motiver le public à s'équiper d'un vidéotex. Autrement dit, le consommateur moyen paie pour le fortuné !

Profitables pour qui ?

Ces investissements se révèleront probablement rentables dans quelques années. L'exemple de l'Allemagne — par rapport à laquelle la Suisse accuse un retard de deux ans — le laisse supposer. L'introduction du vidéotex dans les bureaux, les banques et chez les privés s'accompagne — et c'est le but — d'une forte économie en personnels. Les syndicats allemands l'estiment entre 800 000 et 1,2 million. Grâce au vidéotex, administrations et entreprises automatiseront notablement leurs travaux de routine. Un échange constant d'informations avec leurs filiales, leurs partenaires commerciaux et leurs clients, sans téléphone ni paperasse, sera alors possible. D'où une considérable économie de travail et de temps, donc d'emplois.

Les banques, par exemple. 90 o/o des contacts-clients aux guichets (versements, dépôts, etc.) sont de purs travaux de routine. Avec le vidéotex, le client accomplira lui-même ces opérations. Une petite pression sur un clavier, et il pourra débiter, créditer son compte ou encore faire des opérations boursières, etc. C'est ce que les spécialistes appellent le "telebanking", le client devenant en quelque sorte son propre employé de banque. Toujours d'après des estimations allemandes, 20 o/o de la force de travail sera ainsi économisée. En traduction helvétique : 16 000 employé(e)s de banque en moins !

Après les banques (ou en même temps), les assurances. Une étude du bureau zurichois de planification (Infras) avance le chiffre de 8000 emplois supprimés dans ce secteur d'ici vingt-cinq ans. Comme les frais en personnels représentent 80 o/o des charges administratives des assurances, l'intérêt des employeurs ne fait pas l'ombre d'un doute.

Et on peut allonger la liste : les agences de voyage (le vidéotex permettra aux clients de connaître immédiatement les moyens de transport disponibles, à quel prix, les temps d'attente, le nombre de places libres, etc.) ; la vente par correspondance ; la vente au détail...

Toujours prêt

Ces scénarios semblent catastrophistes, en Suisse en particulier où le public ignore tout de cette nouvelle technologie. Les employeurs en revanche s'y préparent. Plus de deux cents d'entre eux se sont en effet regroupés dans une association, la SVIPA, afin de promouvoir ce nouvel outil de rationalisation. L'initiative de l'USS (Union syndicale) d'en étudier les conséquences sur l'emploi vient malheureusement un peu tard. Pourtant, voilà un problème qui concerne directement les salarié(e)s. Il serait fort utile que les organisations syndicales, à l'instar des collègues allemands, en analysent tous les prolongements.

Brigitte Clot

1. Le vidéotex : des textes et des graphiques sont stockés dans des banques de données et transmis sur écran de télévision par le réseau téléphonique. Le système peut également fournir toutes les prestations d'un ordinateur ; il est interactif parce que l'utilisateur peut interroger les différentes banques de données et introduire lui-même des informations dans les mémoires.

2. Une étude fouillée sur le vidéotex vient de paraître en allemand. *Kalte Kommunikation,* ouvrage collectif, édité par Jürg Frischknecht, 256 pages. Le journal alémanique de la VPOD (*Der öffentliche Dienst,* No 38, 20 septembre 1985) en a publié de larges extraits consacrés en particulier aux effets sur l'emploi. Nous en tirons les principales données de notre article.

NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ...

Impôts :

Montagnes russes

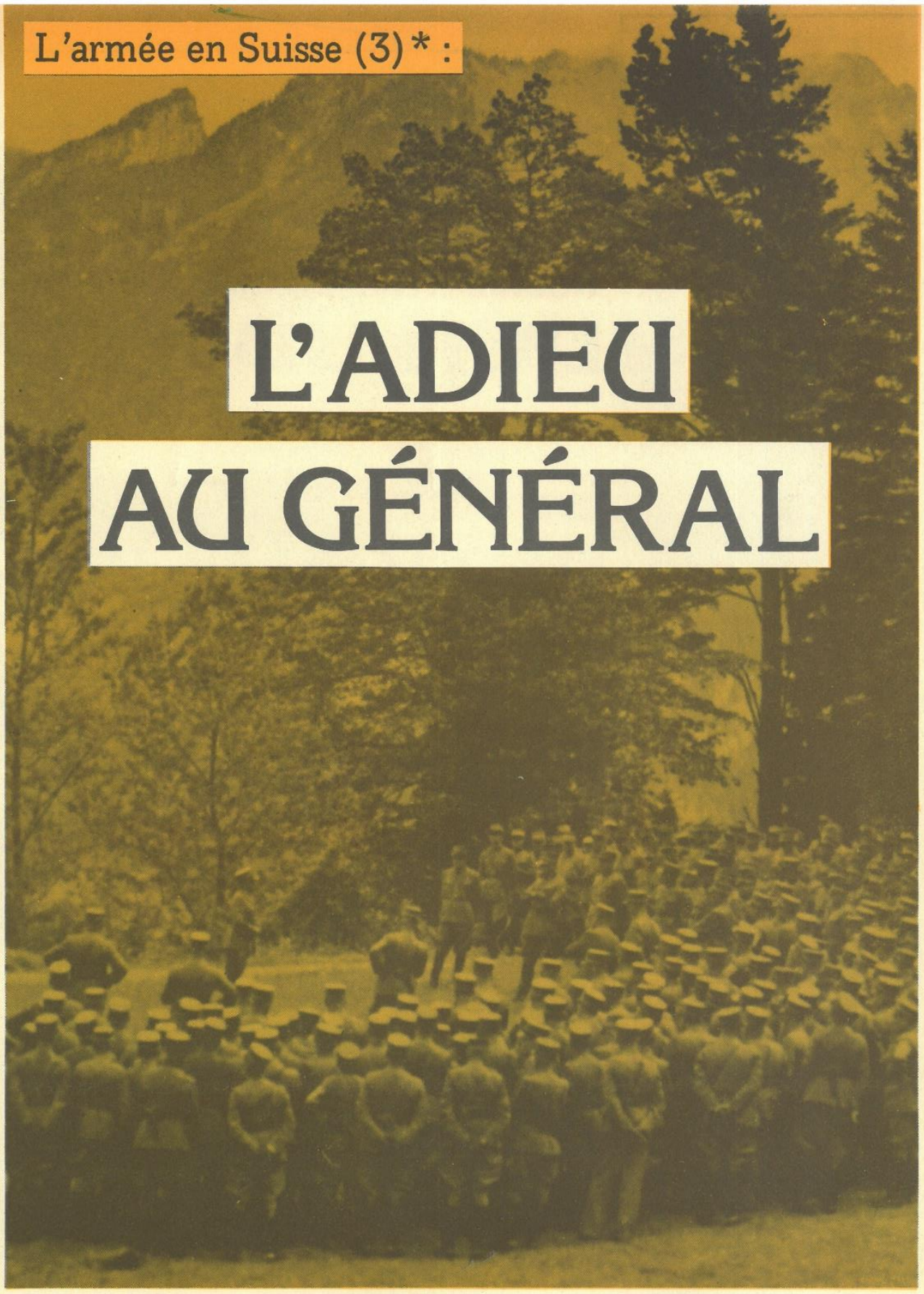
La statistique relative à la charge fiscale en Suisse (1984) est parue. En fait de montagnes russes, on peut difficilement imaginer mieux. Concernant l'impôt (personne mariée sans enfant) sur les revenus bruts de 50 000 francs et 100 000 francs, il est presque deux fois plus élevé au Jura (taux maximum) qu'à Zoug (taux minimum). Notons que les différences sont plus accentuées parmi les bas revenus que parmi les élevés...

L'imposition de la fortune montre des différences bien plus prononcées encore. La charge imposée aux fortunes de 200 000 francs est la plus ridicule à Zurich (0,63 o/o) et la plus forte à Glaris (5,21 o/o, soit huit fois plus). Pour les fortunes de cinq millions, Nidwald (2,67 o/o) est le plus accueillant alors que les Grisons (10,1 o/o, quatre fois plus) sont plus "sévères". Comme pour les hauts revenus, les différences de barèmes entre les cantons sont moins sensibles pour les grosses fortunes. Et le bulletin patronal qui publie ces chiffres (*Revue des faits de la semaine,* No 38, 24 septembre 1985) de conclure : *"Fondamentalement, les différences inter et intracantonales de la charge fiscale reflètent la structure fédéraliste de notre Etat; on ne peut donc envisager de les niveler sans bouleversements politiques."* Fondamentalement, ces différences reflètent surtout la totale absence d'harmonisation fiscale, ce qui permet toutes les magouilles pour les grosses fortunes pouvant se déplacer d'un canton à l'autre. C'est le même mécanisme employé par les entreprises (personnes morales) qui exercent un véritable chantage à l'abaissement ou à l'exonération fiscale avant de s'implanter à un endroit ou à un autre. Il est vrai par contre que plus de "justice" fiscale impliquerait quelques *"bouleversements politiques".*

P. G.

L'armée en Suisse (3)* :

L'ADIEU AU GÉNÉRAL



Déjà en 1939 au Rütli, d'étranges bostryches envahissaient nos forêts.

Le général Guisan et son réduit national ont longtemps été les symboles de "l'union sacrée", tant célébrée durant la dernière guerre. La mythologie enveloppant cet épisode de l'histoire helvétique résiste encore à la vérité des faits et, surtout, aux développements historiques et politiques qui l'ont "gentiment" minée. Ces développements forment la trame des discussions actuelles de la bourgeoisie et de la hiérarchie au sujet de l'armée et du concept de défense nationale. Comme on va le voir, ces débats "internes" à la bourgeoisie consacrent une sorte d'adieu au général, le peu de substance du traditionnel réduit national.

** (Cet article fait partie d'une série que La Brèche consacre à la défense nationale.)*

La découverte de l'arme atomique, son utilisation et son stationnement en grandes quantités sur le sol européen ont introduit une modification fondamentale des données stratégiques. L'idée d'échapper à une prochaine guerre européenne ou mondiale en se barricadant derrière les fortifications des Alpes perdit toute crédibilité dissuasive. D'autant qu'en cas de conflit généralisé, la population civile du pays ne peut plus espérer échapper à ses conséquences directes et indirectes. La neutralité armée n'est donc plus ce qu'elle était car, comme le souligne Blaise Lempen : *"La Suisse n'adhère bien sûr pas à l'alliance militaire atlantique, mais elle bénéficie, comme tous les Etats européens, du parapluie nucléaire américain. (...)"*[1]

"NEUTRALITÉ" TARABISCOTÉE

La conférence de Yalta a débouché sur la division de l'Europe en deux blocs opposés : bureaucratique-stalinien à l'Est, capitaliste-impérialiste à l'Ouest. La bourgeoisie suisse n'a pas hésité dans son choix. *"Si la Suisse a choisi son camp dans le conflit est-ouest, le principal de cette fin de siècle, où réside sa neutralité ? (...) Pour pratiquer une politique de neutralité rigoureuse dans les circonstances actuelles, le Conseil fédéral devrait suivre une politique d'apaisement à l'égard du bloc de l'Est, mais la tentation neutraliste et pacifiste, présente chez notre voisin du Nord, ne manquerait pas d'apparaître comme une incitation à un empire de nature expansionniste, ainsi que comme un défaut de solidarité à l'égard des nations occidentales."*[2]

Quel est le nouveau problème posé ? La bourgeoisie a réussi à éviter l'implication militaire directe dans trois guerres européennes au cours desquelles ses voisins se sont étripés : la guerre franco-prussienne de 1871 et les deux guerres mondiales. La non-implication a permis de contenir les pressions à l'éclatement national et social, tout en assurant à la bourgeoisie helvétique des avantages spécifiques dans la concurrence internationale durant et après les guerres. En prenant appui sur sa dépendance universelle à l'égard des autres bourgeoisies impérialistes, la bourgeoisie suisse a forgé une politique alliant la neutralité militaire, d'une part, et l'adaptation politique et la soumission économique aux courants dominants, d'autre part. Tactique relativement réussie, même si, depuis 1945, cet exercice d'équilibrisme a perdu énormément de sa crédibilité.

La division de l'Allemagne, l'intégration européenne au sein des deux blocs, OTAN et Pacte de Varsovie, ont poussé la Suisse à s'intégrer plus profondément dans l'Europe occidentale. La participation à l'accord de libre échange (AELE), les accords avec la CEE de 1972 (accords tarifaires préférentiels avec la CEE) et la participation au Conseil de l'Europe sont les jalons de ce tournant. Dans ce processus, les conflits d'intérêts irréductibles — à la base des guerres mondiales — entre les bourgeoisies française et allemande ont disparu. L'existence de ce conflit fondait cependant la politique traditionnelle de neutralité. Personne n'imagine la Division du commerce, le Département des affaires étrangères ou encore l'état-major général (EMG) prenant contact avec l'URSS pour tenter de faire contrepoids aux Etats-Unis.

Yalta a donc miné la base matérielle et politique de la neutralité perpétuelle décrétée par le Congrès de Vienne en 1815. Ceci d'autant plus que, depuis 1945, face au tiers monde, aux pays dominés et à leurs conflits, la Suisse intervient comme n'importe quelle puissance impérialiste, montrant par là la nature de sa "neutralité". Sur ce point, aide au développement ou pas, il est impossible pour la bourgeoisie suisse de prétendre à un "non-alignement" ou à une quelconque "neutralité".

LES COLS SUISSES N'INTÉRESSENT PERSONNE

Dans les thèses officielles, la neutralité armée est souvent justifiée par la nécessité de barrer les voies de communication suisses aux adversaires. Comme si cet élément jouait encore un rôle décisif sur le plan militaire. Il y a belle lurette que tel n'est plus le cas. Militairement, la Suisse ne présente aucun intérêt particulier.

"L'examen des campagnes de 1914 à 1918 conduit à cette conclusion que ni la considération des passages alpins, ni celle d'une valeur absolue et particulière du territoire helvétique n'ont pu entrer sérieusement en ligne de compte à aucun moment dans les recherches stratégiques des belligérants", écrivait en 1920 le colonel Feyler[3]. Le divisionnaire Alfred Ernst arrive à des conclusions similaires pour la période 1939-1945 : *"Effectivement, durant les combats à l'Ouest, les Allemands ne pensèrent pas à une attaque contre la Suisse."*[4] Actuellement, peu de stratèges militaires partagent l'avis que l'Autriche et la Suisse, avec leurs cols et leurs tunnels, représentent un couloir stratégique pour une attaque conventionnelle terrestre du Pacte de Varsovie (les fameux chars soviétiques). Selon le colonel Pierre Henchoz, les voies de pénétration d'une attaque partie de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie traverseraient au départ l'Autriche pour ensuite s'incurver *"... vers la Bavière et la Vénétie laissant l'une et l'autre la Suisse de côté."*[5] Les raisons en sont relativement simples. Le territoire suisse est trop encombré d'obstacles naturels (montagnes, rivières) et techniques (villes, ponts) pour permettre une progression rapide de grandes quantités de troupes et d'armes conventionnelles. Le seul intérêt militaire serait l'utilisation de l'espace aérien. Mais là aussi la modestie est de rigueur : les avions militaires modernes traversent la Suisse en moins de sept minutes, et ils seront bientôt quasiment "invisibles" au radar. Déjà durant la Deuxième Guerre mondiale, d'innombrables appareils alliés et nazis survolèrent la Suisse ; peu furent abattus. Faire croire que la situation sera différente dans une prochaine guerre est une illusion. Le divisionnaire Ernst lui-même qualifie d'irréaliste le fait *"d'empêcher ou même de détruire"* l'aviation étrangère violant l'espace aérien. En réalité, l'aviation suisse *"sert en priorité à combattre des objectifs terrestres."*[6]

LE SCANDALE DES MIRAGE

L'historien militaire Walter Schauffelberger s'est penché sur la valeur dissuasive de l'armée suisse avant les deux guerre mondiales. Il conclut : *"En 1939, il fut plus difficile qu'en 1914 d'être prêt à la guerre, et nous savons tous que cette problématique s'aggrave en permanence."*[7] La guerre conventionnelle moderne implique le développement de moyens mécanisés et blindés ainsi que de forces aériennes toujours plus sophistiqués et coûteux tant sur le plan de l'équipement que sur celui de l'entraînement.

Cette contradiction se manifesta pour la première fois durant les années cinquante et culmina dans le fameux scandale des Mirage en 1964. Un secteur influent de la hiérarchie militaire — regroupé autour des officiers zurichois et soutenu par le chef du Département militaire fédéral, le conseiller fédéral Chaudet, et par le patronat de l'industrie des machines — tenta alors de fournir une réponse au problème. Reproduisant fidèlement la pensée de l'OTAN, ces milieux proposèrent l'adoption d'une stratégie offensive, visant la victoire définitive sur tout agresseur. La réalisation d'un objectif aussi ambitieux qu'irréaliste supposait la disposition de moyens énormes. D'où leurs exigences : une mécanisation très poussée, la constitution d'une aviation dernier cri et, enfin, l'acquisition de l'arme atomique.

Conçus pour la force de frappe nucléaire gaulliste, de nombreux Mirage III furent, pour ces raisons, commandés. Jusqu'à ce que l'on découvre qu'ils coûtaient deux fois plus que prévu. La commande fut alors diminuée de moitié. La bourgeoisie devait en effet consentir à des investissements d'infrastructure, totalement négligés depuis les années cinquante. D'où une insistance particulière pour une planification budgétaire rigoureuse, ce qui revenait à une mise en cause de la progression tous azimuts des dépenses militaires.

Ce débat, qui créait de l'ambiance dans les mess d'officiers, se termina provisoirement en 1966 par un compromis. L'armée revint au concept d'une défense statique, combinée à un fort élément de mécanisation. Le but officiel : *"faire payer le prix d'entrée le plus élevé possible"* dès les frontières.

Depuis lors, et malgré ce compromis, les polémiques n'ont pas cessé. Achat manqué du chasseur Corsair ; abandon du char 68, produit par la Suisse ; grincements de dents autour du prix du Leopard II ; conflits avec des populations locales à propos de places d'armes ; suppression de la cava-

lerie, etc. Autant d'épisodes révélateurs des tensions qui entourent les choix concernant l'armée.

UN NOUVEAU DÉBAT ?

Le compromis de 1966 tempéra, mais n'élimina pas, la volonté de disposer d'un armement toujours plus performant et coûteux. Les conséquences sont connues :

* Ces armements entraînent une professionnalisation de plus en plus poussée, incompatible avec le principe de milice. En République fédérale allemande, la formation à la conduite des chars Leopard II nécessite deux ans. Au sein des troupes d'aviation, 77 o/o des pilotes sont des professionnels, les miliciens ne représentent plus que 23 o/o et *"on ne sait pas si cette structure, à long terme, sera maintenue."*[8] L'entraînement se déroule déjà à l'étranger, dans les bases de l'OTAN en Sardaigne notamment.

* Les manœuvres avec les éléments blindés exigent un commandement fortement centralisé, un esprit néo-prussien et l'obsession de la discipline absolue.

* Les places d'armes deviennent toujours plus envahissantes... et de moins en moins tolérables pour les populations locales.

* Le rapprochement avec l'OTAN se réalise de plus en plus dans la pratique.

* Le rôle du milicien individuel, de l'infanterie est dévalué.

Tous ces efforts, accomplis au nom de la dissuasion, s'avèrent d'une utilité douteuse sur le plan militaire. La preuve en est fournie par le scénario de l'exercice de défense générale de l'automne 1984. L'armée, qui est censée *"combattre dès la frontière pour faire payer le prix d'entrée le plus élevé possible"*, lâche aussitôt la Suisse orientale au Pacte de Varsovie sans mener de "combat final", permet à l'OTAN d'occuper sans autre la Romandie et abandonne largement la région zurichoise soumise au feu nucléaire. Ce scénario prévoit, après quelques jours, l'existence d'un "réduit national" (Berne et les Alpes) dans lequel la population est quasiment en insurrection. Voulu "réaliste" par son auteur, le colonel Gustav Däniker, ce scénario montre crûment le peu de confiance que les hautes sphères accordent au concept de la *"dissuasion par un prix d'entrée élevé"*. Il n'est, dès lors, pas étonnant que des voix s'élèvent dans l'establishment militaire pour réclamer une révision du concept actuel de mécanisation au profit d'une *"défense contre les blindés, une défense mobile, nombreuse, omniprésente, singulièrement efficace et sûrement moins chère."*[9]

FINANCES FÉDÉRALES, PROFITS PATRONAUX ET BESOINS MILITAIRES

Le coût de l'armement s'accompagne d'un dilemme politique. L'Etat se retrouve à un carrefour. Il doit concilier les vœux en matériel des militaires, les besoins en commandes de l'industrie des machines, le maintien d'un certain consensus avec le PSS (Parti socialiste) à propos de la politique d'austérité, ainsi qu'un minimum de cohérence dans la doctrine politico-militaire.

Avec un volume de paiements de l'ordre de deux milliards par année, le Groupement pour l'armement (GA) du DMF (Département militaire fédéral) est l'un des plus importants pourvoyeurs de commandes de la Confédération. Le GA est le client de plus de 6000 entreprises, et passe plus de 6000 commandes par année. Durant les dix dernières années, le total des dépenses d'armement s'est réparti ainsi : 55 o/o aux entreprises suisses, 32 o/o à des entreprises étrangères et 13 o/o aux six fabriques d'armement de la Confédération. Depuis des années, 75 o/o des crédits pour la recherche et le développement dans le domaine militaire sont alloués aux universités et à l'industrie privée [10].

Au fur et à mesure du développement de la complexité des systèmes d'armement, les entreprises suisses, sans parler de celles de la Confédération, sont reléguées au rang d'ateliers de montage coûteux. *"A plus long terme, notre dépendance à l'égard de l'étranger pour le développement et la production d'armes augmentera. Ainsi, au début des années soixante, nous avons renoncé à la fabrication propre d'avions de chasse, et vers la fin des années septante à celle d'un char d'assaut, et ce trend est loin d'être terminé."*[11]

Après la bataille...

Le risque pour le patronat suisse – aussi partisan du *"moins d'Etat"* soit-il – est de voir une part toujours croissante du gâteau passer aux concurrents étrangers. Afin de parer à ce danger, l'Association suisse des industriels en machines (ASM), le GA, l'état-major général et les présidents des Commissions militaires des Chambres fédérales se rencontrent deux fois par an. Pour préparer les séances, cinq groupes de travail constitués paritairement par le patronat et le DMF planifient le développement des commandes dans différents domaines. Un Comité de coordination, formé du GA, du Vorort, de l'ASM, de l'Association des arts et métiers et du Département fédéral de l'économie publique, synthétise les propositions d'achats d'armes pour chaque législature [12].

Les tensions ont actuellement tendance à augmenter. Car les militaires, compte tenu du coût exorbitant des nouveaux systèmes d'armement, cherchent à obtenir le maximum d'armes sophistiquées au moindre prix. Le patronat, lui, réclame le maximum de commandes réalisées en Suisse.

La hiérarchie, en accord avec le Conseil fédéral, avait formulé la liste de ses desiderata pour la législature 1983-1987 : financement d'une première série de 220 chars Leopard II, d'un système mobile antichar, environ 45 hélicoptères de combat, une arme DCA individuelle (missile guidé), etc. Le Parlement n'a de loin pas réalisé tous ces projets.

Les Leopard II, construits sous licence par le consortium Bührle-Contraves, ont dû être commandés en moins grande quantité (380 au lieu de 420) et livrés en une seule étape, au lieu des deux prévues.

En outre, en novembre 1982, le conseiller fédéral Chevallaz déclarait : *"... le ralentissement de l'effort d'armement et de construction tombe, conjoncturellement, au plus mauvais moment. Jamais autant que ces derniers mois le DMF n'a fait l'objet d'autant de sollicitations de commandes, venant d'industries liées plus ou moins à l'armement et à l'équipement."*[13] Ces sollicitations ne furent pas vaines.

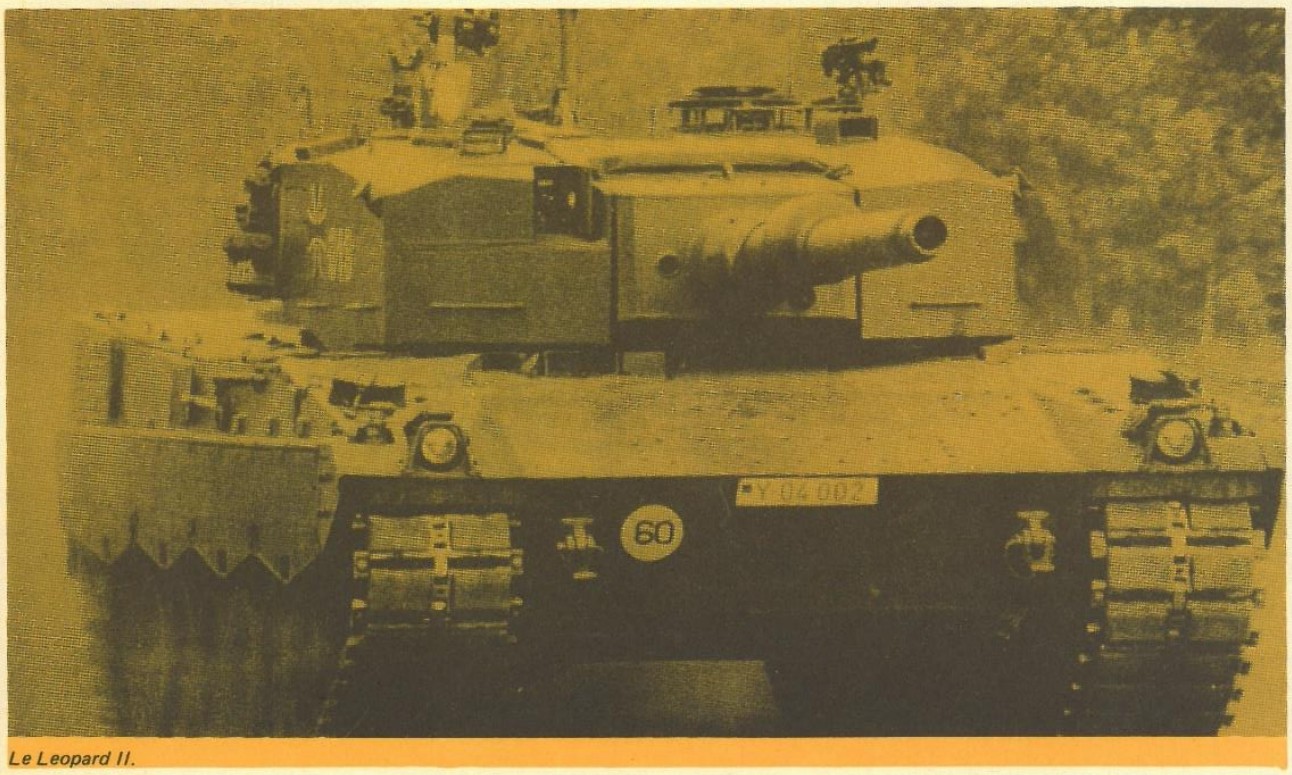
En février 1983, G.-A. Chevallaz annonçait l'achat d'un nouveau fusil d'assaut à la SIG de Schaffhouse. Il avait contre lui le divisionnaire Robert Treichler, ainsi que le chef de l'EMG, Jörg Zumstein, qui déclara que le fusil actuel est *"... toujours et encore pour des années une arme excellente."*[14]

Pour "sauver" l'entreprise Saurer du démantèlement, les Chambres fédérales passèrent une commande de 1200 camions au lieu des 400 budgetés initialement. A l'époque, Chevallaz affirmait qu'aucun projet d'armement ne serait touché par ces modifications. Camions Saurer, fusils SIG et Leopard construits sous licence et livrés en un seul paquet auront cependant des conséquences visibles. Dans un récent message (29 mai 1985), le Conseil fédéral admet que les projets d'achat d'une arme DCA portative et des 45 hélicoptères de combat ne pourront pas se réaliser dans le plan d'armement 1984-1987 [15]. Néanmoins, l'aviation a déjà annoncé l'acquisition, pour le début des années quatre-vingt-dix, d'un avion d'entraînement destiné à remplacer le Vampire, âgé de 40 ans, ainsi que d'un chasseur-bombardier qui succédera au Hunter. On parle également de la nécessité d'acquérir un hélicoptère de transport...

Le chroniqueur Marcel H. Keiser concluait à ce sujet en 1983 : *"A l'horizon apparaît une question fondamentale : ne faudrait-il pas honnêtement, à moyen terme, mettre en discussion d'une façon générale le concept actuel de défense. En tout cas, aujourd'hui, la poutraison grince de façon inquiétante"* ! [16] D'autres préparent ce débat en plaidant pour une forte augmentation des dépenses militaires. Le conseiller national radical argovien Willy Loretan soulignait dernièrement : *"A la fin de cette décennie, les problèmes financiers de l'acquisition d'armements se poseront avec acuité."* Comme la *"doctrine du prix d'entrée élevé coûte quelque chose"*, il faut que les dépenses d'armement soient augmentées pour atteindre 2,5 o/o du produit national brut [17].

Cela aurait représenté, en 1983, un budget militaire de 5,342 milliards de francs, au lieu de 4,134 milliards : une augmentation de 29,2 o/o ! Comme l'on ne peut augmenter les impôts, ni lancer un emprunt spécial pour la défense nationale, il n'y aura pas d'autre solution, selon Loretan, que de fixer des *"priorités claires"* (au détriment d'autres tâches de la Confédération, réd.) à défaut de quoi, *"(...) les tâches de l'armée devront être (...) formulées autrement, c'est-à-dire révisées en baisse."* On le constate, les polémiques à ce sujet ne sont pas sur la voie de l'apaisement.

A. Meylan



Le Leopard II.

1. Blaise Lempen. *Un modèle en crise – la Suisse.* Lausanne, Payot, 1985, p. 89.
2. Lempen, *op. cit.*, pp. 88-89.
3. Colonel Feyler. "Le territoire stratégique de la Suisse", in *Revue Militaire Suisse.* 1920, p. 72.
4. Alfred Ernst. *Die Konzeption der schweizerischen Landesverteidigung 1815 bis 1966.* Frauenfeld, Huber, 1972, p. 67.
5. *24 Heures,* 21 décembre 1983.
6. Ernst, *op. cit.*, p. 378 et p. 382.
7. Walter Schauffelberger. "Dissuasion in der jüngeren Vergangenheit", in *Die Zukunft der Milizarmee.* Referate des Symposiums der KOG Zürich vom 23 Oktober 1984, Beilage der ASMZ Nr. 2, 1985, p. 10.
8. *L'Impartial.* "Chronique de l'aviation", 3 mai 1985.
9. Colonel Henchoz, in *24 Heures* du 21 mai 1984.
10. Moritz Gasser. "Die Bedeutung der Rüstungsmaterialbeschaffung für unsere Wirtschaft", in *Gruppe für Rüstungsdienste.* Beilage zur ASMZ Nr. 6/1985, p. 15.
11. René Huber. "Rüstungspolitik", in *Gruppe für Rüstungsdienste, op. cit.*, p. 7.
12. Interview de Charles Grossenbacher, ancien chef du Groupement pour l'armement, in *Schweizerische Handelszeitung* du 22 mars 1984.
13. *L'Impartial,* 5 novembre 1983.
14. *Baslerzeitung,* 9 mars 1983.
15. *Bundesblatt,* 1985, pp. 552-553.
16. *Die Weltwoche,* 15 juin 1983.
17. *Baslerzeitung,* 15 août 1985.

Elections communales dans le canton de Vaud :

Tiens, voilà du nouveau!

Les 25, 26 et 27 octobre prochains auront lieu les élections communales vaudoises. Elections de routine serions-nous tentés de dire : les grands partis gouvernementaux — radical, libéral et socialiste — sont solidement enfoncés dans le coton de leur collaboration. Ils semblent surtout souhaiter que... rien ne bouge. Dans les grandes villes du canton, les partis de l'Entente ne contestent pas vraiment la place des socialistes (sauf pour la syndicature d'Yverdon) ; et ces derniers semblent très satisfaits de leur rôle de gestionnaires respectueux y compris des projets les moins sociaux. Rien donc à attendre de ce côté-là !

Rien de très nouveau non plus du côté de l'autre parti de la gauche traditionnelle : le Parti ouvrier et populaire (POP). Menacé dans plusieurs localités par le seuil du quorum (à 5 o/o), il part seul, bien que parfois sous l'aile protectrice du "grand frère" socialiste. C'est notamment le cas à Lausanne où le POP a finalement demandé au Parti socialiste lausannois (PSL) un apparentement **exclusif.**

Mais...

Pourtant ces élections seront marquées par une nouveauté importante : l'apparition dans plusieurs villes d'une **gauche alternative, écologiste et socialiste.** A **Renens** et à **Nyon,** cette force nouvelle se présente sous le nom d'Alternative socialiste verte (ASV), et elle regroupe des membres d'Alternative démocratique, du PSO, ainsi que de nombreuses personnes indépendantes. A **Yverdon,** c'est sous le nom d'Alternative écologique et socialiste (AES) que s'est constitué un regroupement similaire.

Dans ces trois villes, cette nouvelle gauche écologiste et socialiste entend bousculer le train-train de la politique communale, train-train propice aux petites magouilles et aux grandes compromissions. La défense de l'environnement, de la qualité de la vie, des droits sociaux de la majorité de la population seront au centre de leurs propositions.

L'urbanisme et les réfugiés

A **Lausanne,** le PSO avait également proposé à Alternative démocratique (AD) un tel regroupement. Mais AD a refusé, préférant se présenter seule et conserver ainsi un certain flou dans ses options sociales, quitte à faire courir le risque à la gauche alternative de ne pas avoir de représentant au Conseil communal.

Le PSO se présentera donc seul dans cette ville. Logements, infrastructures sociales, urbanisme et transports publics seront des thèmes importants de sa campagne. Mais il entend mettre un accent particulier sur le problème des réfugiés. La politique d'expulsion que mènent les autorités est "proprement" scandaleuse ; et les xénophobes profitent du climat ainsi créé pour relever la tête : l'Action nationale se présente alors qu'elle était absente des élections communales précédentes. Un défi à relever ! C'est ce que le PSO fera !

Jean Fleury

Procès à Winterthour :

JUSTICE EXPÉDITIVE

T. est arrêté un soir devant chez lui. Il est maintenu au secret pendant neuf jours. Son appartement est fouillé de fond en comble par la police. T. n'habite pas en Pologne, mais à Winterthour. Il est victime des larges interprétations que permet le nouveau Code pénal.

Après les événements de Winterthour (actions violentes, peintures murales, bris de verre, cf. *La Brèche,* No 333, 19 janvier 1985), de nombreuses arrestations ont été opérées. T. (membre des Jeunesses socialistes révolutionnaires, JSR) a participé à une assemblée publique destinée à protester contre les méthodes arbitraires utilisées alors par la police. Lors de cette assemblée, T. a clairement pris position contre des actions violentes, une douzaine de personnes pouvant en témoigner. Un mouchard de la police y a pourtant entendu un prétendu appel à la violence. Le 10 septembre, T. est passé en procès ; le procureur réclamait trois mois de prison avec sursis et les frais à la charge de l'accusé.

Conviction policière

D'après la police, T. aurait dit : *"Je pense qu'on doit réfléchir s'il ne faut pas réagir aux événements par des actions violentes."* Mais il a immédiatement ajouté que de telles actions ne mèneraient à rien. C'est ce que le policier n'a pas voulu entendre.

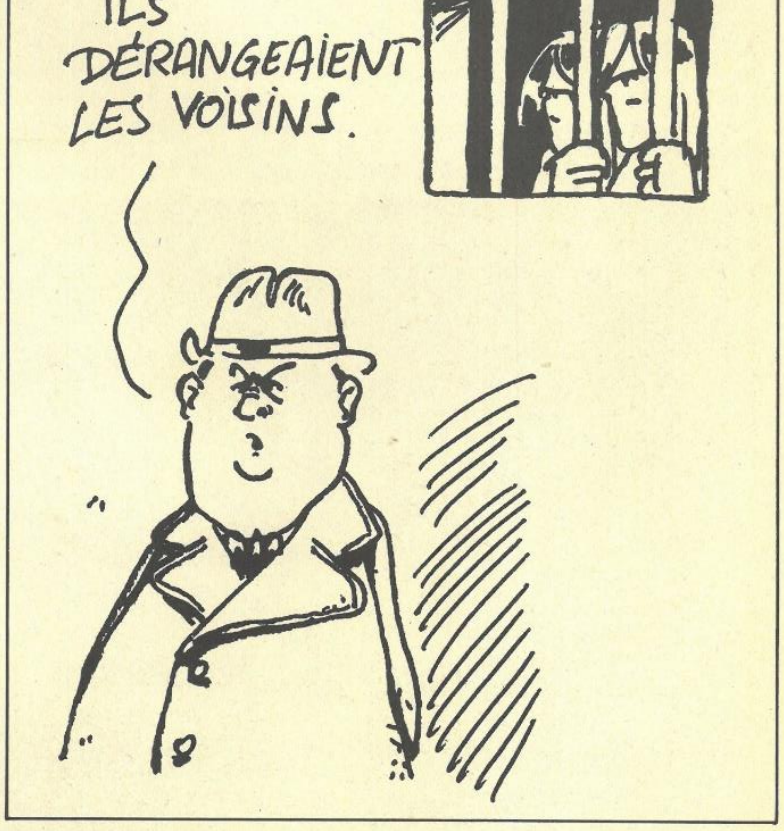
Durant l'enquête et le procès, T. n'a jamais eu l'occasion de confronter ses dires avec les déclarations du flic-mouchard. Ce dernier en effet a toujours été représenté par le chef de la police de Winterthour. L'accusation était donc uniquement basée sur le "témoignage" du flic.

Le procès

Cette justice expéditive est possible depuis l'introduction du nouveau Code pénal. Celui-ci fut présenté à l'époque comme un moyen de lutte contre le terrorisme. En réalité, il n'a servi qu'à réprimer des jeunes qui n'ont rien à voir avec le terrorisme. La première victime de cette révision fut un Zurichois condamné à plusieurs mois de prison pour avoir collé des affiches...

Une campagne a été menée, notamment par les JSR, pour dénoncer ces méthodes. Plus de deux cents personnes ont signé une déclaration qui s'opposait à toute condamnation de T. Cette mobilisation a payé car, malgré le réquisitoire du procureur, T. n'a pas été condamné. Les frais du procès seront néanmoins à sa charge. T. a décidé de recourir contre cette dernière décision.

correspondant



Affaire Greenpeace :

Touche pas à mon armée!

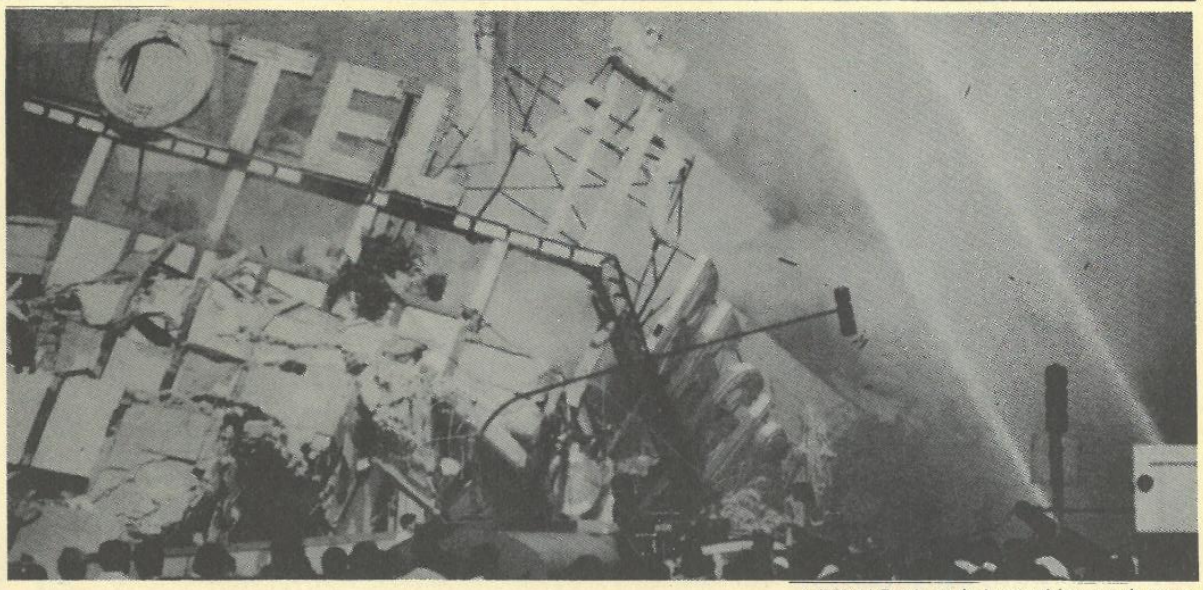
Rigueur, hygiène et propreté, telle était l'image que Laurent Fabius voulait donner de son gouvernement. Les égoûts du terrorisme d'Etat ayant soudainement refoulé l'affaire Greenpeace, de nauséabondes éclaboussures ternissent aujourd'hui le "look" aseptisé du Premier ministre. Les narines du locataire de l'Elysée risquent fort d'en rester définitivement pincées.

Mais de quoi s'étonnent-ils ces socialistes à la vertu outragée? A force de carresser l'armée dans le sens du poil, de donner la priorité au développement stratégique et tactique de l'arme nucléaire – Hernu, le ministre démissionné n'était pas en vain surnommé Hernucléaire par les pacifistes indécrottables du Canard enchaîné **–; à force de maintenir la "présence française" dans le Pacifique et d'y multiplier les essais nucléaires; à force de ne rien changer aux pratiques des services secrets, une affaire comme celle-ci leur pendait au nez. Car, mis à part le changement de nom (du SDECE à la DGSE), ces services n'ont pas modifié d'un pouce leur contribution à la défense des intérêts de l'impérialisme français. La phrase du Programme commun exigeant la suppression du SDECE fut bien vite oubliée; elle devait avoir été écrite à l'encre sympathique sans doute. Depuis le 10 mai 1981, le "service action" de la DGSE, contrairement à des millions de travailleurs, n'a pas chômé: série d'attentats contre des personnalités syriennes, organisation de commandos de mercenaires au Tchad, aide à la guérilla réactionnaire en Angola, ces messieurs de la "Piscine" se sont bien amusés.**

Alors, le grand air de la conscience déchirée du Premier ministre devant la nécessité de la recherche d'une cruelle vérité? Tout au plus la mélodie aigrelette d'un orgue de barbarie désaccordé sur une plage déserte. Car, avant comme après l'affaire Greenpeace, ces piliers de l'ordre bourgeois et réactionnaire que sont l'armée, la gendarmerie et les services secrets continueront à bénéficier du respect infini de la gauche au gouvernement. Regardez simplement les premières mesures prises: Hernu porte le chapeau, pour mieux protéger l'ancien chef d'Etat-major particulier du président de la République, le général Jean Saulnier, qui débloqua les fonds et donna le feu vert à l'opération. Depuis le 1er août, il est chef d'état-major des armées. La reprise en main de la DGSE, menée par un casque à boulon en acier renforcé, une caricature d'officier supérieur comme on les aime, le général Imbot, frappe d'abord les agents ayant permis à la presse de rétablir un peu la vérité. Par contre l'ex-chef de la DGSE, l'amiral Lacoste, coupable de rébellion en ayant refusé de renseigner son ministre et le Président de la République, n'est pas poursuivi. Au nom du même article du code de justice militaire, des appelés antimilitaristes sont chaque année condamnés à la prison.

Et partout le même cri unanime: touche pas à mon armée! Fabius à la télé: "L'armée n'est nullement en cause et ne doit pas l'être." **(**Le Monde, **du 27 septembre 1985) Paul Quilès, nouveau ministre de la Défense:** "Je ne laisserai pas porter atteinte, de quelque manière que ce soit, à l'honneur de nos armées." **(**Le Monde, **du 25 septembre 1985) André Fontaine, directeur du** Monde: "Ce qui serait dramatique, c'est que, à force de faire d'un fiasco un crime, on en vienne à saper la bonne relation que le pays entretient aujourd'hui avec son armée. Ou encore (...) à remettre en cause le consensus fondamental dont bénéficie aujourd'hui, la dissuasion nucléaire." **(25 septembre 1985) Défendre l'honneur de l'armée française: ils en sont là! Le** Rainbow-Warrior **a pu être renfloué, mais le socialisme français a définitivement sombré.**

Eric Peter



L'Hôtel Regis après le tremblement de terre.

Catastrophe de Mexico :

UN SÉISME À PROLONGEMENTS

Les violents tremblements de terre des 19 et 20 septembre (magnitude 8,1 sur l'échelle de Richter qui en compte 9) auront provoqué à Mexico, la ville la plus grande du monde, la mort de 6000 à 10 000 personnes au moins. Catastrophe naturelle imprévisible? Voire (cf. encart); en tout cas, le développement insensé et anarchique de cette mégalopole a considérablement aggravé les conséquences dramatiques de cette catastrophe. Sophie Joanny a recueilli sur place les réactions de deux témoins ayant participé aux premières équipes de secours.

"Nous étions au sud de la zone affectée. Le sol de cette région est rocheux; cette zone n'a donc pas été touchée. Nous avons été réveillés par des vibrations horizontales." Ce n'est que quelques heures plus tard qu'ils ont eu connaissance de l'ampleur de la catastrophe.

"Les informations à la télévision ont été très partielles et minimisantes: jusqu'à midi, on n'a parlé que de quatre morts! Les gens ont reçu la consigne de rester chez eux. Evidemment il fallait éviter une panique, mais en réagissant plus vite on aurait pu sauver plus de vies. Au lieu de cela, ils sont restés collés à la télé, en quête d'informations, et les secours sont partis trop tard."

Des secours spontanés

Le central de télévision, avenue Chapultepec, ayant été gravement endommagé, les informations étaient rares. *"La première information que nous ayons eue, et la plus proche de la réalité, a été donnée par Radio 1000, qui a commencé à organiser des groupes de volontaires pour venir en aide aux quartiers les plus touchés, dans le centre de la ville. Nous avons commencé à former des groupes."*

Dix mille soldats en arme ont été répartis dans la ville. *"Les efforts des militaires n'étaient pas du tout adaptés à la situation. Au début, ils se sont contentés de garder les immeubles et de former des cordons pour barrer les rues. Mais ce n'est que bien plus tard qu'ils ont commencé à s'impliquer dans le travail réel."*

"Ce sont les civils, parfois des enfants de douze ans, qui organisaient la circulation. L'effort spontané d'organisation du peuple mexicain dans ces moments-là a été impressionnant. Dans la zone touchée, ce sont les civils, aidés de la Croix-Rouge, qui ont organisé les travaux de déblaiement."

Dans les quartiers du centre, 35 o/o des bâtiments de plus de quatre étages ont été détruits. Le Centre Hospitalier, près de l'axe central Cuauhtemoc, a subi un véritable désastre. Une clinique d'enfants s'est tassée, ensevelissant 450 enfants.

Pénurie de moyens

Face à l'ampleur de la tâche, l'énergie des volontaires s'est heurtée à l'insuffisance totale des moyens: pelles, pics, cordes, et souvent les seules mains nues pour tenter de remuer des plafonds en béton. Plus une absence de centralisation des secours: *"On nous a souvent envoyés dans un endroit où des équipes travaillaient déjà."*

Le deuxième séisme, le 20 septembre au soir, a été un peu moins violent. De nombreux habitants sont descendus dans la rue, redoutant une troisième secousse. *"A Tlatelolco, où l'édifice Nuevo Leon en s'écroulant a fait le plus de morts, peut-être 2000, les habitants des immeubles voisins se sont constitués en comité, et revendiquent des mesures. Le peuple de Mexico est en train de vivre l'expérience de sa force de solidarité. Ce sont les plus pauvres qui apportent le plus d'aide."*

Une mégalopole

La catastrophe est survenue dans une agglomération gigantesque, de dix-huit millions d'habitants, qui a crû de la manière la plus irrationnelle. *"Le problème est essentiellement celui du sol: les zones les plus endommagées se trouvent sur l'emplacement d'anciens lacs."* Mais 40 o/o des immeubles qui se sont écroulés au centre appartenaient au gouvernement. Y a-t-il eu corruption lors de la construction? Cette question revient souvent dans la bouche des habitants de Mexico. *"On ne peut rien savoir avec certitude, rien n'est prouvé. Il faudra constituer un groupe d'étude pour éclaircir cela."*

"Après la catastrophe, une partie de la population a continué à vivre comme avant. L'avenue Insurgentes, qui constituait le principal axe de dégagement pour les secours, s'est trouvée complètement bloquée par des automobilistes qui faisaient leurs achats, des badauds, des gens aisés. Aucune force de police n'est intervenue pour les faire dégager."

Les besoins matériels sont énormes: scies électriques, matériel frigorifique pour la conservation des cadavres, sérums contre le tétanos, camions-citernes car il n'y en a que 352 pour cinq millions de personnes. La pénurie permet parfois à des autorités locales de spéculer sur l'eau, sur les vivres. *"Le peuple mexicain a rarement profité de l'argent envoyé de l'étranger. Au moment de l'explosion de l'entrepôt de gaz, il y a quelques mois, beaucoup de promesses ont été faites. Mais le gouvernement a donné les terrains et les logements à quelques intermédiaires, et ceux qui en avaient réellement besoin n'ont rien eu. Aujourd'hui, il faut reconstruire. Les gens veulent savoir combien d'argent sera donné, et pour quelle destination. Il faut faire pression pour que cet argent serve vraiment à construire des habitations."*

"La population s'est unie, organisée, elle a pris conscience de sa capacité, de sa force. Elle s'est rendu compte que l'armée, la police, le gouvernement étaient à peu près superflus, qu'ils n'avaient pas été capables de faire quoi que ce soit pendant deux jours. La façade du régime a, elle aussi, été ébranlée par un séisme."

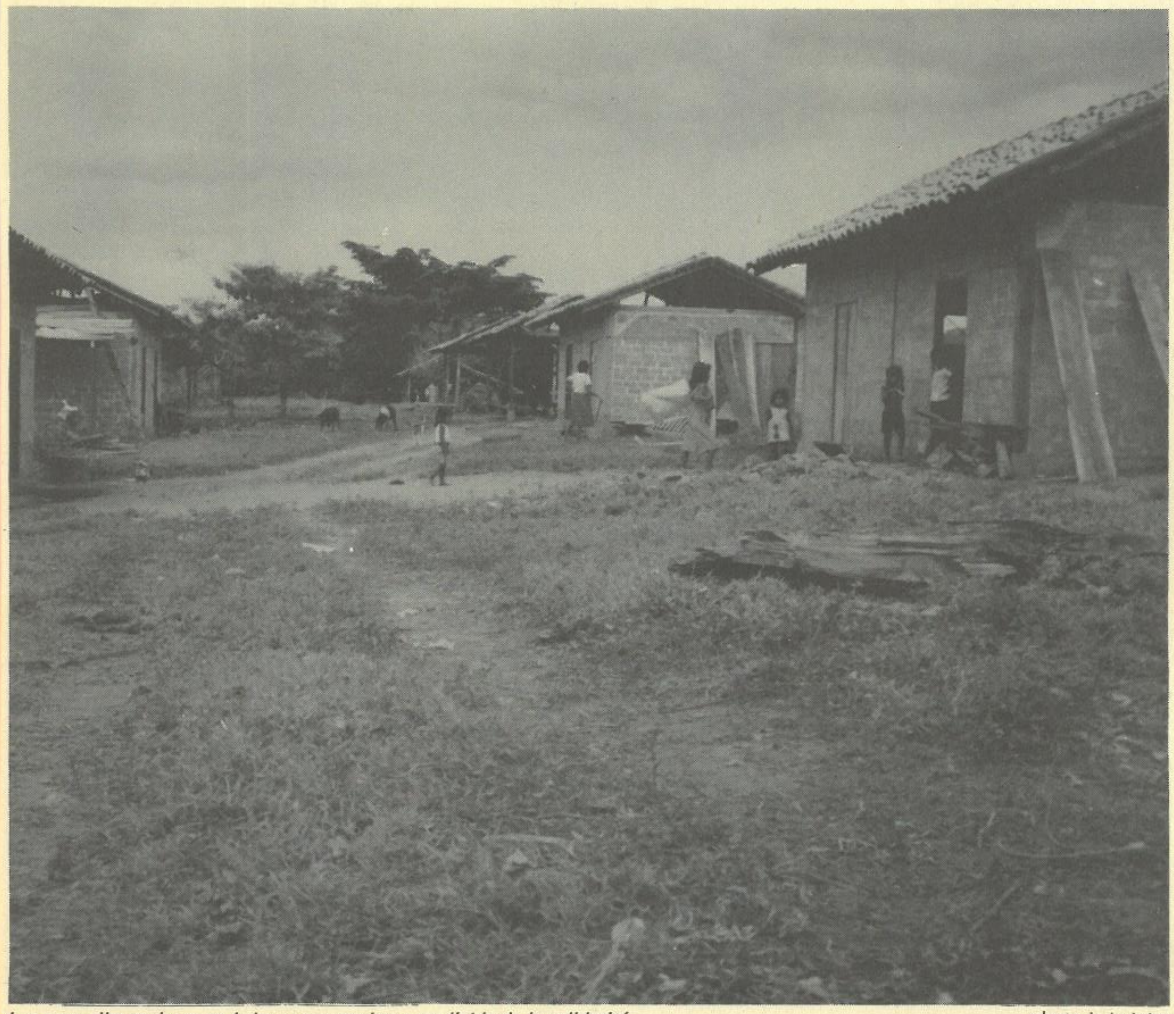
Propos recueillis par Sophie Joanny
(tiré de *Rouge*, No 1177)

FATALITÉ ?

Si la sismologie ne permet pas de dater de manière précise les futurs tremblements de terre, elle est en mesure de les prévoir, de même que leur probable intensité et les zones dangereuses. Ainsi au printemps dernier, une équipe de sismologues américains de l'Université de Santa-Cruz en Californie avait averti que le prochain séisme mexicain se produirait dans la zone où est situé l'épicentre des secousses des 19 et 20 septembre. Le gouvernement savait donc qu'aurait lieu, tôt ou tard, un violent tremblement de terre là où il s'est effectivement produit. Qu'a-t-il fait pour en prévenir les conséquences, d'autant plus qu'il s'agit d'un endroit surpeuplé. Mexico en effet est passée de deux millions d'habitants en 1957 à dix-huit millions aujourd'hui. *"L'anarchie a été surtout criminelle dans le secteur de la construction"* affirme Ricardo S., un ingénieur du privé (*Le Matin*, 26 septembre 1985). Libéralisme sauvage (et corruption) dans la construction et insouciance du gouvernement ont aussi leur part de responsabilité dans les milliers de morts de Mexico.

Brigade de solidarité au Nicaragua :

Le paysan et la révolution



Les nouvelles maisons en briques construites avec l'aide de la solidarité. photo la brèche

Urs a passé dix-huit jours avec une brigade de solidarité, à partager la vie des paysans de Los Tololos près de Villanueva (département de Chinandega), au bord de la plaine fertile qui longe le Pacifique. Du temps de Somoza, cette plaine avait été accaparée par les latifundistes pour la culture du coton. Expropriés, les paysans avaient été chassés dans les montagnes. La coopérative agricole sandiniste de Los Tololos s'intègre aujourd'hui à un plan du gouvernement pour permettre aux paysans de regagner la plaine. Elle a repris en 1981 les terres abandonnées d'un Américain absentéiste. Mais la vie reste dure. La bonne récolte de 1983 n'a pu être totalement rentrée, bien des membres de la coopérative étant mobilisés par la guerre. Quarante familles vivent à Los Tololos. Leur vie montre les énormes acquis de la révolution et tout le chemin qui reste pour sortir du sous-développement.

On est en train de remplacer les anciennes maisons, en tiges de bois perméables, par des constructions en brique. Une par famille. La brigade a participé aux travaux de la coopérative (nettoyer les champs à la machette, répandre l'engrais, semer le maïs) et à la construction de ces maisons : presser les briques avec du sable, du ciment et de l'eau et creuser les fondations. Nous avons apporté des outils de Suisse, car il n'y en a presque pas.

Il faut un jour, à trois ou quatre, pour fabriquer 120 briques avec la presse à main. Si la presse se coince ou si le levier casse, la réparation prend des heures. Les paysans ne se découragent pas, pas plus que de labourer avec un araire tiré par des bœufs ou de répandre l'engrais à la main. La faible rentabilité du travail donne une idée de la longueur du chemin pour sortir du sous-développement économique et fait douter que ce soit réellement possible sans l'aide solidaire de pays plus avancés (outre la protection contre les lois du marché capitaliste). La coopérative a évalué notre apport productif en multipliant le prix des briques fabriquées et le salaire supposé pour nos autres activités par le nombre de brigadistes. Les difficultés d'organisation et le manque de matériel ont rendu notre contribution moins importante que nous l'aurions souhaité.

Pauvres mais non misérables

Même pour celui qui a lu, s'est informé sur le tiers monde ou l'a visité en touriste, il est impossible de prévoir le choc qu'on ressent dès qu'on se trouve brusquement exposé à ces conditions de vie à la campagne. Il fallait puiser l'eau dans des puits pas toujours limpides, trouver moyen de la rendre potable ; la nuit tombait d'un coup à 19h, sans électricité pour s'éclairer ; le jour était très chaud, quand il ne pleuvait pas ; et le travail exigeait un effort inhabituel pour nous, du moins sous une telle chaleur qui vous colle la boue et la sueur à la peau. Mais toutes ces difficultés ne rendent pas encore compte de notre désarroi des premiers jours. Et dire qu'on peut passer ainsi une vie entière... Nous n'aurions pu nous y adapter, pour ces dix-huit jours, sans l'accueil et la prévenance des paysans.

Ils ne vivent pas dans la misère qu'on connaît ailleurs dans le tiers monde, avec la faim, les maladies graves sans moyen de se soigner, l'ignorance, l'oppression policière et la délinquance. Ils sont pauvres, très pauvres, mais non désespérés. Car ils sont déterminés à poursuivre dans leur voie, malgré ce que leur coûte la volonté de résister aux agressions de la *contra* : la moitié du produit national y passe, on peut être mobilisé à tout instant et, à la campagne, on n'est jamais à l'abri d'attaques suivies d'enlèvements, de tortures et d'assassinats. Mais ils sont déterminés, car ils se souviennent comment c'était avant la révolution. Ils n'avaient pas le droit d'habiter sur les terres qu'ils travaillaient, le gringo atterrissait de temps à autre, flanqué de gardes nationaux de son ami Somoza, pour payer – pas toujours intégralement – les paysans. Ceux-ci ignoraient à peu près tout de ce qui se passait dans le pays, ne savaient pas lire et étaient désemparés devant les plus simples calculs arithmétiques.

Enfin une dignité humaine

La révolution ne leur a pas seulement rendu les terres, elle leur a donné une dignité humaine. L'alphabétisation a appris à la majorité d'entre eux à lire. L'accès à l'instruction est probablement considéré comme l'acquis personnel le plus précieux de la révolution. Elle a enrichi leur vocabulaire, élargi leurs facultés de communication sociale, enseigné des notions d'histoire, de géographie, d'organisation de la société, d'hygiène, etc. Un paysan qui a atteint le troisième niveau d'alphabétisation (sur six) lit comme un enfant de troisième primaire chez nous, mais il commence déjà à enseigner aux débutants. En assistant à ces cours, nous avons pu évaluer l'énorme effort exigé d'adultes illettrés qui veulent s'initier à la lecture et au calcul.

"Avant, disent les membres de la coopérative, *on ne pouvait rien faire."* Maintenant, ces anciens salariés agricoles sont responsables de leur coopérative. Nous les avons vus débattre, en assemblée générale mensuelle, de la gestion de la coopérative. La fierté de pouvoir décider démocratiquement se reflète jusque dans l'engouement pour les ordres du jour et procès-verbaux, sans lesquels aucun débat sérieux ne semble pouvoir se dérouler. Ils sont déterminés à défendre les acquis de la révolution, malgré toutes les difficultés. Mais ils ne paraissent pas bien percevoir comment, de leur place, ils pourraient contrôler le "processus". Les cadres sont mobilisés, il ne reste qu'un membre du FSLN (Front sandiniste de libération nationale) à Los Tololos. Les syndicats sont encore peu développés : l'UNAG (Union nationale des agriculteurs et éleveurs) apparaît comme un organisme lointain, dont on se souvient qu'il était là pour fonder la coopérative.

La résurrection, c'est l'insurrection

Leurs conversations quotidiennes sont parsemées de références à l'actualité politique, aux mots d'ordre révolutionnaires. La majorité des chants, des enfants et des adultes, sont les chants révolutionnaires de l'Eglise des pauvres. Leur détermination révolutionnaire s'exprime en effet en langage religieux. Les communautés chrétiennes de base sont influentes dans la région et les services religieux sont les manifestations sociales les plus fréquentées à Los Tololos. Les femmes y participent alors qu'aucune d'elles ne peut encore "se libérer" pour une assemblée générale.

Un service religieux est un service chanté, comme la messe paysanne par exemple. Elle présente Dieu sous les traits d'un travailleur pauvre : *"Tu es le Dieu des pauvres, le Dieu humain et simple, le Dieu qui sue dans la rue, le Dieu à la figure cuite de soleil... Tu fais la queue à la ferme pour toucher ta paie journalière... Je t'ai vu au bistrot, logé dans une piaule, je t'ai vu vendre des billets de loterie sans avoir honte de ce rôle..."* Le Credo définit ainsi la résurrection du *"camarade Christ humain, Christ ouvrier"* comme insurrection : *"Tu ressuscites dans chaque bras qui se lève pour défendre le peuple contre l'exploiteur car tu es vivant à la ferme, à l'usine, à l'école ; je crois en ta lutte sans trêve, je crois en ta résurrection."*

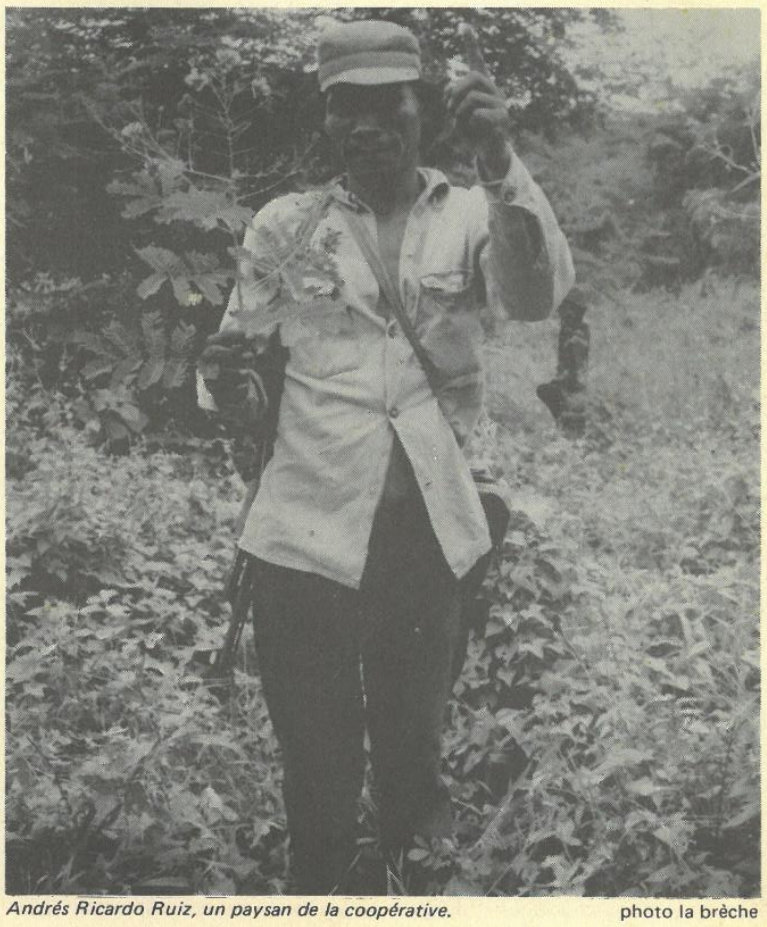
Les membres de la coopérative, reconnaissants que nous ayons partagé, même brièvement, leurs conditions de vie, nous ont manifesté une amitié qui nous a beaucoup touchés. Leur détermination révolutionnaire nous a encouragés dans notre solidarité avec le Nicaragua sandiniste, qui nous paraît maintenant beaucoup plus proche.

U. Sp.

Incident de frontière

Une nouvelle attaque a montré le 13 septembre les dangers que court la révolution sandiniste. L'aviation hondurienne a effectué un bombardement sur le territoire nicaraguayen et les troupes renforcées par huit cents mercenaires des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN, la contra), venus du Honduras, ont tenté une incursion. Le gouvernement de Tegucigalpa a ensuite mis l'armée en état d'alerte, et rapproché ses troupes de la frontière.

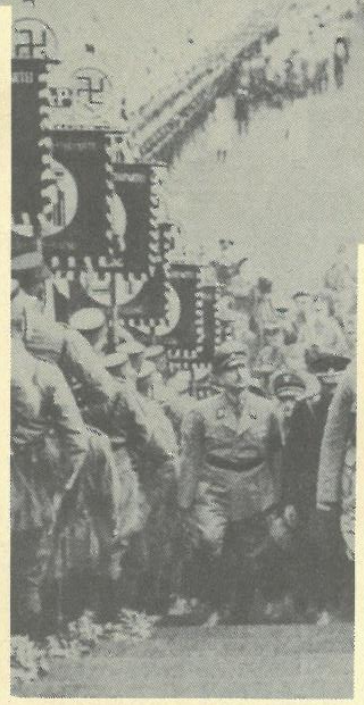
Cet incident revêt une particulière gravité en raison de la participation directe des militaires honduriens. Le Département d'Etat américain, qui tente par ailleurs d'empêcher un accord de la Contadora, a aussitôt justifié ce raid tout en cherchant à nier sa responsabilité. Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, a lancé dimanche un appel au dialogue à son homologue hondurien Suazo Cordoba afin d'éviter une guerre *"qui enflammerait non seulement le Nicaragua, mais toute l'Amérique centrale".*

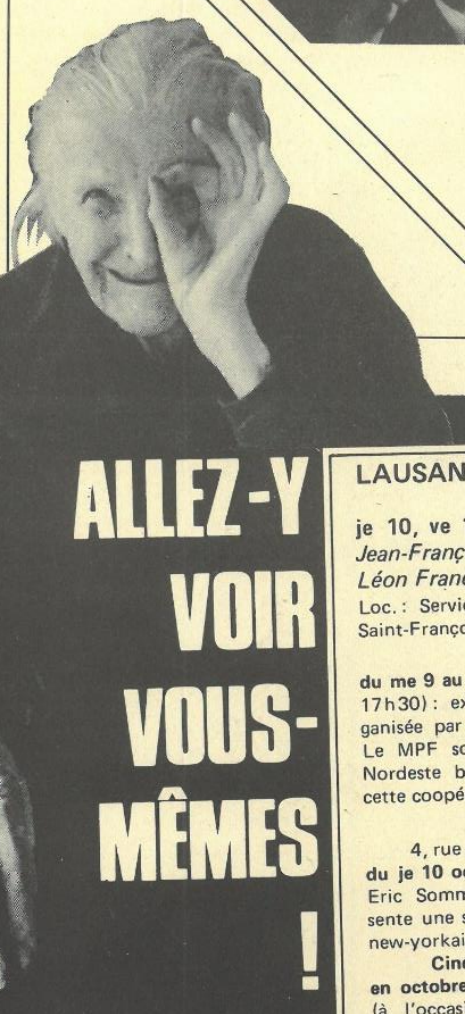


Andrés Ricardo Ruiz, un paysan de la coopérative. photo la brèche

Antifascisme, barbouzes et démocratie américaine

Interfoto





Un combat méconnu

* *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*, **de Jacques Droz. Editions La Découverte.**

Ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'ouvrage de Jacques Droz que de combler un vide. Car, si les régimes fascistes de l'Entre-deux-guerres ont fait l'objet de multiples études, il n'en va pas de même de la résistance à laquelle ils durent faire face. Le plus souvent méconnue, parfois falsifiée — comme dans le cas de l'Allemagne où les historiens de RFA et de RDA rivalisent d'efforts pour faire oublier les responsabilités de la bourgeoisie allemande et des staliniens — la connaissance de ce phénomène est pourtant indispensable à la compréhension des événements qui devaient conduire à la dernière conflagration mondiale.

L'Histoire de l'antifascisme en Europe n'affiche pas de prétentions théoriques. Elle souffre indéniablement du défaut propre à ce type d'étude. La description de la configuration politique des pays où le fascisme s'est durablement implanté et de ceux où il a constitué une menace demeure relativement superficielle. Il n'en reste pas moins que ce livre apporte au lecteur une masse d'informations sur les formes revêtues par le combat antifasciste, ses difficultés et la politique criminelle des partis sociaux-démocrates et staliniens, dont les trahisons et les sectarismes furent à l'origine d'une défaite aux conséquences dévastatrices.

C. P.

Les barbouzes dans la lumière

* *La Piscine, les services secrets français, 1944-1984*, **de Roger Faligot et de Pascal Kropp. Ed. Seuil.**

A l'heure où les barbouzes français grenouillent dangereusement dans les ports de la Nouvelle-Zélande, ce livre tombe à pic. L'histoire globale des services secrets français des maquis de la Seconde Guerre mondiale à la DGSE de Mitterrand n'existait pas jusqu'alors. Avec ce livre, Pascal Kropp, journaliste à *L'Evénement du jeudi* et Roger Faligot, auteur de nombreux ouvrages retraçant la lutte des nationalistes irlandais, livrent au public quarante années de vie clandestine.

Bien sûr, en bonne place, la compétition des renseignements avec l'Est et avec la CIA; mais aussi, période moins reluisante, l'époque des guerres coloniales. Nous y apprenons ainsi comment des unités de choc du SDECE organisaient des contre-maquis en Indochine, comment ils ratissaient les villages des Aurès, comment ils torturaient les partisans algériens, etc. Un voile de lumière s'ouvre aussi sur les "affaires" de l'après-décolonisation: les projets d'assassinat de Ben Bella et de Nasser, Ben Barka, les nombreux coups de main et d'Etat tordus en Afrique noire... La monstruosité des actions des hommes des services secrets français quitte la réalité, donne l'allure d'une fiction, d'un roman d'aventures. Seule ombre au tableau de ce livre instructif: l'avalanche de noms, de la fonction, de la biographie de tous les agents rencontrés dans cette fresque freine la lecture, l'anecdotise.

A. G.

Le Big Business au pouvoir

* *La Démocratie contrariée, lobbies et jeux du pouvoir aux Etats-Unis*, **de Georges-Albert Astre et de Pierre Lépinasse. Ed. La Découverte.**

Comment fonctionne la "première démocratie du monde"? *"Ingérences, interférences du big business se manifestent en tous domaines et à tous les niveaux"*, répondent Georges-Albert Astre et Pierre Lépinasse. Pour conclure cela, ils ne se contentent pas d'un bref survol des sénacles de Washington. Les auteurs détaillent les lobbies, les groupes d'intérêt: Business Roundtable, Business Council, Council on foreign relations, la commission trilatérale, etc. Autant de coalitions qui sont les véritables centres du pouvoir aux Etats-Unis.

Voilà ce que disent, par exemple, les auteurs de Council on foreign relations: son *"pouvoir était sans rival. Il avait plus d'informations, de représentativité, de pouvoir de décision sur les problèmes de l'après-guerre que le Congrès, que n'importe quel bureau de l'exécutif."* La chambre du commerce peut aussi se muer en pédagogue: elle a édité, en 1981, 3 000 000 de livres, avec l'accord du gouvernement, pour les élèves des collèges. Bien sûr, ces ouvrages chantent les mérites de la libre entreprise et condamnent le monopole... des syndicats.

Comment ne pas lire ce livre remarquable? Chacun a, maintenant, à sa disposition un livre pour lui décrasser les méninges après un discours d'un tenant du libéralisme qui évoquera "le monde libre" ou une démocratie américaine qui n'en a que le nom.

A. G.

LAUSANNE et VAUD

Théâtre du Lapin Vert

je 10, ve 11, sa 12 oct., 20h30: *BBFC — Jean-François Bovard, Daniel Bourquin, Léon Francioli, Olivier Clerc.* Fr. 15.—.

Loc.: Service culturel Migros Vaud, 12, passage Saint-François, Lausanne, 021 / 20 26 35.

Forum de l'Hôtel de Ville

du me 9 au sa 12 oct., de 09h à 18h30 (sa jusqu'à 17h30): exposition-vente *Artisanat brésilien*, organisée par le Mouvement populaire des familles. Le MPF soutient une coopérative artisanale du Nordeste brésilien et présente la production de cette coopérative.

Librairie-Galerie Basta

4, rue du Petit-Rocher (place Chauderon)

du je 10 oct. au 2 nov.: exposition *Eric Sommer.* Eric Sommer, jeune graphiste indépendant, présente une série de "sprays" inspirée par le graffiti new-yorkais. (Heures d'ouverture de la librairie.)

Cinémathèque, Casino de Montbenon

en octobre: films **de** ou **avec** *Erich von Stroheim* (à l'occasion du centenaire de sa naissance à Vienne); et des films de *Raymond Depardon.* Rens.: 021 / 20 93 46.

Dolce Vita, 30, rue César-Roux

je 10 oct.: *Young Gods* (CH, Genève). **ve 11 oct.**: *Art Déco* (Hongrie, Budapest), musique industrielle ou "le bruit comme Art". **je 17 oct.**: *Marketing Zo* (Belgique). Rens.: 021 / 23 09 43.

Pour que la production vidéo indépendante puisse acquérir crédibilité et notoriété auprès d'un plus large public que celui des festivals vidéo ou des spécialistes, la société de distribution Vortex a créé un espace vidéo du soir au sein du cabaret Dolce Vita à Lausanne. Elle propose chaque dimanche soir une programmation dont le choix est défini par thème, par auteur ou par maison de distribution, offrant ainsi aux vidéastes indépendants, suisses ou étrangers, la possibilité d'une diffusion non confidentielle. Chaque dimanche soir à la Dolce Vita, 22h. 021 / 23 09 43.

di 6 oct., 22h: *Grimoire magnétique* et *Ghost Sonata* (sur Tuxedomoon).

Aula du collège de NYON

du sa 12 au sa 19 oct.: *Festival international du film documentaire.* (Pour les intéressés: il y aura des films du Service cinématographique de l'armée!)

GENÈVE

Salle des fêtes de Thônex

ma 15 oct., 20h: *Manu Dibango.*

Loc.: Genève, Service culturel Migros, Grand Passage, Back to Mono; Lausanne, M. & P. Foetisch; Nyon, Disques Service; Morges, Discobole; Vevey, Discopanorama.

Théâtre de Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple

du me 9 au sa 19 oct., 20h30 (relâche di et lu): *Un certain Plume*, d'après Henri Michaux pour Ph. Geluck. En co-production avec le Théâtre Pluriel.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes

à 21h. **ve 11 oct.**: *Mjölby Big Band* (Suède). **sa 12**: *Ralph Towner Solo* (guitares). **ve 18**: *Ahmad Mansour Quintet.* **sa 19**: *Werner Lüdi Sunnymoon.* Org.: AMR.

Aula de l'Ecole de commerce, 62, rue Saint-Jean

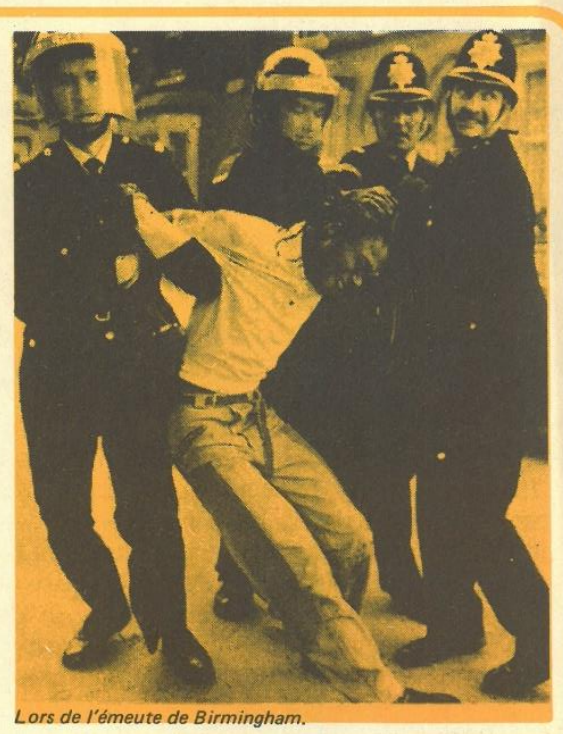
ve 18 oct., 20h30: *Bismillah Khan et son ensemble* (huit musiciens) (Inde).

Et *Ran*, de Akira Kurosawa, est enfin arrivé sur nos écrans.

Guy Tarélectric

Grand Londres :

Quand une ville combat le racisme



Lors de l'émeute de Birmingham.

* ENTRETIEN AVEC RAJES BALA, RESPONSABLE DU GROUPE D'ACTION RÉFUGIÉS TAMOULS, LONDRES *

L'expulsion de réfugiés suscite enfin des protestations. A Genève — où une centaine de demandeurs d'asile sont menacés de renvoi — un imposant meeting (1500 personnes) s'est tenu le 16 septembre. Il vient d'être suivi par la publication d'un appel, exigeant l'arrêt des expulsions et soutenant l'hébergement de réfugiés, signé d'un millier de noms qui couvrent une page entière de la presse locale. L'hébergement des réfugiés menacés (voir La Brèche No 348, 21 septembre 1985) s'organise.

Une réelle campagne contre le racisme et la xénophobie, dans la foulée du port du badge Touche pas à mon pote, s'amorce donc. Encore faut-il qu'elle pénètre en profondeur dans la vie quotidienne. L'expérience du Grand Londres — c'est-à-dire l'ensemble suburbain de la capitale anglaise — est à cet égard très intéressante. Cette "commune" de 7 millions d'habitants, davantage qu'en Suisse (!), est dirigée par une municipalité de la gauche du Parti travailliste que Mme Thatcher tente de briser. En 1984, les autorités ont lancé une campagne massive contre le racisme : un appel (voir ci-contre), signé par 74 o/o de la population ; un matériel détaillé d'information (que faire contre le racisme au travail, dans la santé, dans la rue, dans le logement, etc.) répondant aux mensonges xénophobes et indiquant comment agir. Rajes Bala, Tamoule, qui avait été une militante active des campagnes contre la guerre du Vietnam au Sri Lanka dans les années soixante, vit depuis 1970 à Londres. Membre du Parti travailliste, fondatrice de la Ligue des femmes tamoules, elle s'est engagée dans la campagne contre le racisme et nous décrit comment elle est menée. Autant d'idées à exploiter ici et qui permettront de juger si, des déclarations aux actes, les autorités ou les responsables politiques — de la gauche notamment — sont décidés à faire pièce à la xénophobie.

La Brèche : **Le gouvernement du Grand Londres** *(Greater London Council, GLC)* **a déclaré l'année 1984 année de la lutte contre le racisme. La campagne se poursuit cette année. Pourquoi les autorités de la ville ont-elles organisé cette campagne ?**

Rajes Bala : L'influence croissante des fascistes à Londres est devenue insupportable pour les gens de couleur. Les fascistes ont plusieurs organisations : le Front national (FN), le British Mouvement, etc., tous en contact avec les mouvements racistes de France, d'Allemagne, d'Italie. A Londres, le FN n'a pas d'organisation forte mais son poids s'est accru dans la foulée de la politique raciste du gouvernement Thatcher. Le gouvernement national s'en prend aussi directement à la gauche travailliste qui contrôle le GLC. Il a décidé de dissoudre le GLC et six autres parlements de grandes agglomérations.

*** Comment est conduite cette campagne ?**

— Le GLC représente un électorat de sept millions de Londoniens. Il a décidé cette campagne contre le racisme parce qu'il en a été mandaté. 74 o/o de la population londonienne y souscrit. Quand tu arrives à Londres, tu vois partout des affiches : *"74 o/o des Londoniens disent non au racisme, 74 o/o disent non à l'impérialisme."* Autrefois, cette imposante majorité restait silencieuse : elle était d'accord de combattre le racisme mais restait chez elle lors des manifestations. Aujourd'hui ce n'est plus le cas.

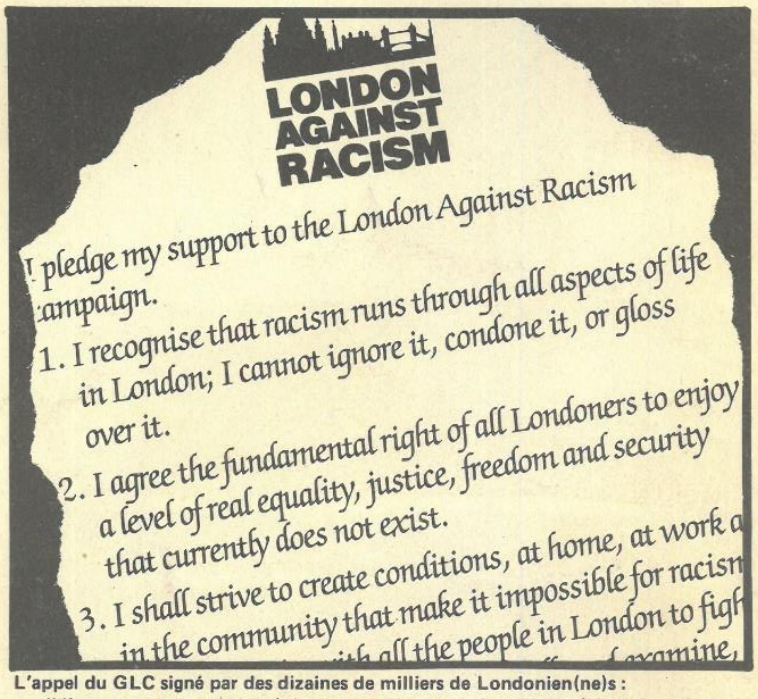
Dans la vie quotidienne

Lorsqu'un problème touche la population locale, comme par exemple la nouvelle loi sur l'immigration, les gens se mobilisent. Ils prennent part à la vie sociale. Si un maître d'école, par exemple, se montre raciste, enseignants, élèves, parents, travailleurs sociaux s'organisent pour faire pression sur les autorités jusqu'à ce qu'il soit licencié. La question n'est ainsi plus seulement l'affaire des autorités et des instances scolaires mais celle des gens eux-mêmes. Ils s'engagent, luttent, exigent du gouvernement qu'il ne soit pas raciste.

La campagne est surtout menée dans la vie quotidienne des gens, par celles et ceux qui, localement, s'organisent contre le racisme parce qu'ils ont compris que le racisme ne fait que les diviser et les affaiblir. Dans plusieurs quartiers de Londres, le racisme reste fort. Mais dans la plupart des quartiers, les gens ripostent, spontanément, parce qu'ils se savent appuyés par les autorités. Dans mon quartier, par exemple, un commerçant a injurié une Noire en recourant à des expressions racistes. Les amies de cette femme se sont mises en colère dès qu'elles l'ont su et ont organisé un piquet devant la boutique du bonhomme, avec leurs poussettes : *"N'entrez pas, c'est un raciste !"* Et personne n'est entré dans ce magasin jusqu'à ce que le commerçant ait présenté ses excuses.

*** Et comment le GLC appuie-t-il cette campagne ?**

— Des services spéciaux du GLC ont été ouverts pour s'occuper des problèmes des minorités ethniques. Le GLC est d'ailleurs aussi le seul gouvernement local qui ait un fort service pour les problèmes des femmes, couvrant toute la ville de Londres.



L'appel du GLC signé par des dizaines de milliers de Londonien(ne)s :

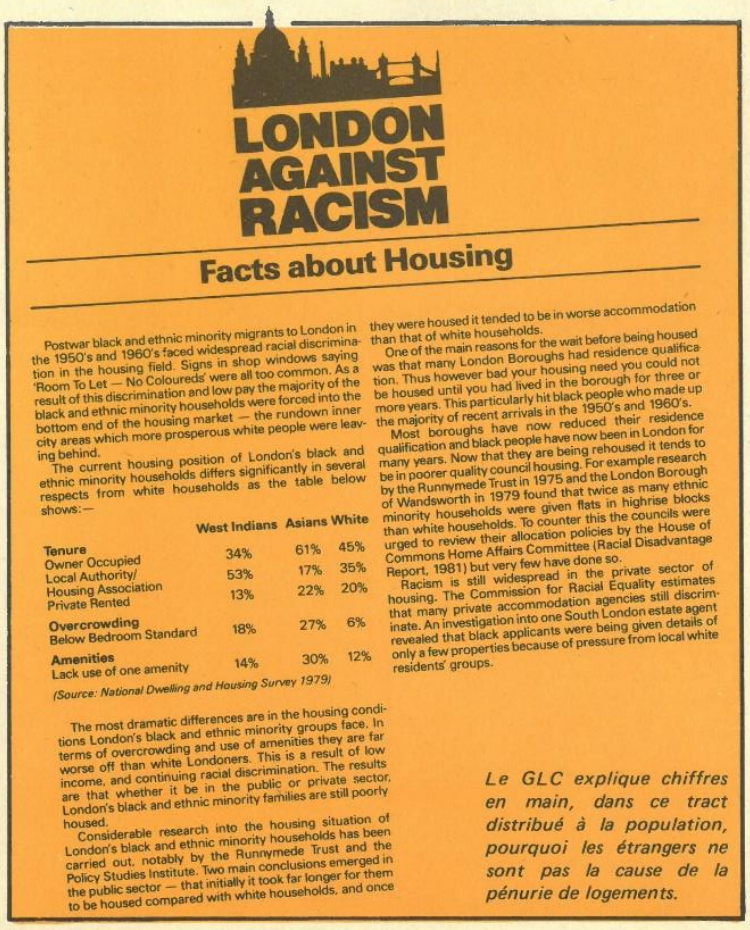
"J'apporte mon soutien à la campagne contre le racisme à Londres. 1. Je reconnais que le racisme concerne tous les aspects de la vie des Londoniens; je ne veux pas l'ignorer, je le condamne et ne peux pas rester indifférent. 2. Je suis d'accord pour que tous les Londoniens jouissent des droits fondamentaux en matière d'égalité, de justice, de liberté et de sécurité, ce qui n'est pas le cas actuellement. 3. C'est pourquoi, je m'efforce de créer les conditions de l'éradication du racisme à la maison, au travail et dans la commune. Je lutterai avec tous les Londoniens contre nos désagréments communs; je me mobiliserai et critiquerai afin de changer les structures qui perpétuent le racisme dans les organisations."

Les autorités s'engagent

Le service des minorités ethniques s'occupe de tout ce qui touche à la vie des gens de couleur : problèmes du logement, assistance sociale, éducation, système de soins, emploi, comportement envers la police, etc. La plupart des autorités dans les quartiers ont également de tels services et construisent des centres communautaires. Les autorités scolaires de Londres, dirigées par des travaillistes, ont mis au point un programme éducatif multiracial qui a rencontré un grand succès au cours des sept dernières années.

Le gouvernement Thatcher cherche maintenant à briser tout cela. Il ne veut pas d'une société multiraciale. Il veut maintenir le pouvoir de la race blanche et de l'impérialisme blanc. Mais ce n'est plus aussi simple car les gens savent de quoi il en retourne, surtout depuis la grève des mineurs. Nous avons certes perdu la grève, mais la population s'est mobilisée dans bien des régions du pays. Jadis, un problème des Noirs était un problème à eux, un problème du mouvement ouvrier devait être résolu par lui, etc. Cette mentalité commence à changer. Si, par exemple, un problème du mouvement ouvrier crée des difficultés, nous nous soutenons tous mutuellement. Autrefois, chaque lutte était isolée : celle des Noirs, des femmes, des travailleurs, des Blancs. Ceci a beaucoup changé.

Les luttes sont souvent menées ensemble. Ce n'est pas l'un des moindres succès de la campagne du GLC contre le racisme.



LONDON AGAINST RACISM

Facts about Housing

Postwar black and ethnic minority migrants to London in the 1950's and 1960's faced widespread racial discrimination in the housing field. Signs in shop windows saying 'Room To Let — No Coloureds' were all too common. As a result of this discrimination and low pay the majority of the black and ethnic minority households were forced into the bottom end of the housing market — the rundown inner city areas which more prosperous white people were leaving behind.

The current housing position of London's black and ethnic minority households differs significantly in several respects from white households as the table below shows:—

	West Indians	Asians	White
Tenure			
Owner Occupied	34%	61%	45%
Local Authority/ Housing Association	53%	17%	35%
Private Rented	13%	22%	20%
Overcrowding Below Bedroom Standard	18%	27%	6%
Amenities Lack use of one amenity	14%	30%	12%

(Source: National Dwelling and Housing Survey 1979)

The most dramatic differences are in the housing conditions London's black and ethnic minority groups face. In terms of overcrowding and use of amenities they are far worse off than white Londoners. This is a result of low income, and continuing racial discrimination. The results are that whether it be in the public or private sector, London's black and ethnic minority families are still poorly housed.

Considerable research into the housing situation of London's black and ethnic minority households has been carried out, notably by the Runnymede Trust and the Policy Studies Institute. Two main conclusions emerged in the public sector — that initially it took far longer for them to be housed compared with white households, and once they were housed it tended to be in worse accommodation than that of white households.

One of the main reasons for the wait before being housed was that many London Boroughs had residence qualification. Thus however bad your housing need you could not be housed until you had lived in the borough for three or more years. This particularly hit black people who made up the majority of recent arrivals in the 1950's and 1960's.

Most boroughs have now reduced their residence qualification and black people have now been in London for many years. Now that they are being rehoused it tends to be in poorer quality council housing. For example research by the Runnymede Trust in 1975 and the London Borough of Wandsworth in 1979 found that twice as many ethnic minority households were given flats in highrise blocks than white households. To counter this the councils were urged to review their allocation policies by the House of Commons Home Affairs Committee (Racial Disadvantage Report, 1981) but very few have done so.

Racism is still widespread in the private sector of housing. The Commission for Racial Equality estimates that many private accommodation agencies still discriminate. An investigation into one South London estate agent revealed that black applicants were being given details of only a few properties because of pressure from local white residents' groups.

Le GLC explique chiffres en main, dans ce tract distribué à la population, pourquoi les étrangers ne sont pas la cause de la pénurie de logements.